

L'IMPLANTATION DE L'EXTREME-DROITE & DES INTEGRISTES A GRENOBLE

SOMMAIRE

Grenoble Chronologie 1977-2011 (p.2)

I – Les intégristes Catholiques (p.5)

**Lefebvristes schismatiques, la Fraternité Sacerdotale Saint Pie X
Lefebvristes non-schismatiques, l'Institut du Christ-Roi Souverains Prêtre**

II – Les anti-avortement (p.15)

**Petite Histoire des anti-IVG à Grenoble
Les lefebvristes et l'avortement
L'église catholique et l'avortement, «Choisir la Vie»
SOS-Tout-Petit et cie**

III – Les royalistes (p.24)

**Les royalistes à Grenoble
L'institut Lesdiguières**

IV - La vieille garde fasciste (p.28)

**Jean-Marc Vivenza
Terre Celtique la boutique «enracinée»**

V – Les identitaires (p.41)

**André-Yves Beck du mercenariat fasciste à la fondation du Bloc
Arnaud Guillon la tête montante**

VI Les négationnistes & les néo-nazis (p.46)

**George Theil
Alexandre Gabriac**

GRENOBLE 1977-2011

TRENTE-CINQ ANS D'IMPLANTATION FASCISTE

L'implantation de l'extrême-droite dans la cuvette ne s'est pas faite en un jour. La plupart des personnes de la vieille garde fasciste grenobloise commencent leur carrière à la fin des années 70. C'est donc par là que nous allons commencer.

C'est **en 1977** que s'installe à Grenoble la Fraternité-Sacerdotale-Saint-Pie-X. Pour rappel il s'agit des fidèles de Mgr Lefebvre, évêque traditionaliste et fasciste excommunié pour son refus catégorique du concile Vatican II et le fait d'avoir ordonné lui-même des évêques traditionalistes. En 1977 donc la FSSPX ouvre son premier lieu de culte et de catéchisme la "chapelle Saint-Michel et Notre-Dame", dans un ancien garage de l'agglomération.

Au milieu des années 80, **en 1986** les jeunes militants les plus radicaux du FN grenoblois quittent ce dernier pour rejoindre le mouvement nationaliste-révolutionnaire de Jean-Gille Maliarakis, Troisième-Voie avec des individus comme André-Yves Beck ou Jean-Marc Vivenza. La section grenobloise va devenir parmi les plus dynamiques et les plus importantes de TV.

Lors de la scission de **1990** qui mène à la fin de Troisième-Voie, les militants de Grenoble qui appartiennent à la branche des "terceristes radicaux" (opposé à un rapprochement avec le FN), participent à la fondation de Nouvelle-Résistance (à mi-chemin entre nationalisme révolutionnaire et national-bolchevisme), qui éditera un autocollant « A Grenoble comme à Rostock ! l'Europe aux Européens ! » et dont l'un d'entre eux (Beck) fera parti du bureau directeur.

En 1991 une dizaine de militants grenoblois de Nouvelle-Résistance dont André-Yves Beck se sont rendus en Croatie et se sont engagés comme mercenaires dans les Brigades spéciales anti-terroristes où "Légion-Noire Croate". Beck est d'ailleurs arrêté à son retour.

En 1994 à l'Hôpital de La Tronche se produit un événement assez spectaculaire. Un commando anti-IVG mené par le moine intégriste Dom Gérard Calvet s'enchaînait devant le bloc opératoire.

En 1996 un militant nationaliste-révolutionnaire grenoblois, Christian Mollier, propriétaire d'une quincaillerie ouvre une seconde boutique à Grenoble, Terre Celtique. La même année André-Yves Beck est exclu de Nouvelle-Résistance.

Le dimanche 27 juillet **1997** Louis Millet (professeur de la faculté de Grenoble, agrégé de Philosophie, qui a publié de nombreux ouvrages sur la philosophie et la psychologie) est invité sur Radio-Courtoisie et fait la rencontre de Maurice Caillet (médecin, chirurgien, ancien franc-maçon, devenu intégriste catholique, membre sociétaire de l'Association des Écrivains Catholiques de langue française, membre du comité d'honneur de l'Alliance pour les Droits de la Vie et de l'association anti-IVG "Mère de Miséricorde").

André-Yves Beck participe en Juin **1998** avec l'Union des Cercles Résistance, Jeunes Résistance et le GUD à la création d'Unité Radicale dont il fait parti du comité central sous le pseudonyme de « Frédéric Larsen » presque jusqu'à sa dissolution en 2002. Parallèlement il rentre au FN et s'y fait pistonner par un cadre local, l'intégriste catholique Hugues Petit, professeur de droit et membre du comité central.

Hugues Petit (ancien de l'action française, actuellement professeur d'histoire du droit à la faculté de droit de l'Université Pierre Mendès France, membre du bureau politique du Front National et du conseil scientifique de ce dernier.) président de la « Ligue pour la vie », association rattachée au FN qui

avait pour ambition de fédérer autour d'elle les autres associations anti-IVG, la quitte, cette même année 1998 suite à la scission qui y intervient.

En 1999 suite à la scission qui intervient l'année précédente dans le FN (et le départ de Bruno Megret ainsi que d'une bonne partie de la branche dure du parti et de près de la moitié de son service d'ordre) se crée le MNR dont Christian Mollier devient le représentant en Isère. On y trouve aussi Jean-Marc Vivenza et les époux Gouillons (parents d'Arnaud Gouillon). La même année 1999, Christian Mollier et d'autres membre du MNR attaquent une conférence de l'association ALI (amitiés et liens France-Maghreb) sur l'immigration qui lui vaudras son exclusion du MNR et une peine de 10 mois de prison avec sursis et 5 ans de privation de droit civique.

Le président d'ALIF avait suite à cela reçu des menaces à caractère raciste, puis sa femme a été agressée et torturée chez elle le 9 fevriers **2000**, il est évident que Mollier n'est pas étranger à cette agression.

Suite à son exclusion Christian Mollier rejoint le FN local, dont le responsable local George Theil sera comdamné **en 2001** par la Cour d'appel de Grenoble pour contestation de crimes contre l'Humanité.

Alors que Vivenza se rapproche de Synergie Européenne, après la dissolution d'Unité radicale **en 2002**, André-Yves Beck participe à la création du Bloc-Identitaire dont il fera parti jusqu'à aujourd'hui du bureau-directeur.

En 2004 Arnaud Gouillon alias Borella (fils de militants MNR) rejoint le Bloc Identitaire à l'age de 17 ans et fonde l'association humanitaire hyper-active et pro-serbe "Solidarité-Kosovo" qu'il dirige depuis. La même année Alexandre Gabriac prend sa carte au FN alors qu'il n'a que 13 ans. L'année suivante. Le 14 octobre de la même année George Theil nie publiquement l'existence des chambres à gaz sur TV8-Mont-Blanc et est condamné à six mois de prisons ferme.

En 2004 toujours Louis Millet fait quand à lui la préface du livre de Maurice Caillet "La franc-maçonnerie : un péché contre l'Esprit ? ". Pierre Murat professeur de droit notarialà Grenoble, même s'il défend par exemple l'accouchement sous X à plusieurs reprise dans les colonnes de l' « Express », fait parti des signataires d'une pétition contre l'IVG au coté de 49 éminents professeurs de droit.

En 2005, le frère d'Arnaud Gouillon, Bertrand lui aussi membre des Jeunesse Identitaire se livre à une ratonnade à Nice pour laquelle il est comdamné.

Un an plus tard, **en 2006** George Theil écrit un livre sous le pseudonyme de Gilbert Dubreuil, intitulé "Un cas d'insoumission, comment on devient révisionniste" qui lui vaut de nouvelles comdamnations. Il se rend ma même année en Iran pour une conférence négationniste. Toujours en 2006 Mgr de Kerimel membre depuis 1978 de la « Communauté de l'Emmanuel » (association catholique fondée en 1976 et menant notamment des réflexions et des formations de « bio-éthique » opposée à l'avortement) et anti-IVG notoire est nommé évêque de Grenoble.

L'année suivante, **en 2007**, à 16 ans Alexandre Gabriac devient secrétaire départemental du FNJ en Isère et fait pour la première foi parler de lui lors de l'affaire de Saint-Andéol où un gendarme trouvera la mort.

En 2008 l'évêque Mgr de Kerimel donne l'église Saint-André à l'Institut-Christ-Roi-Souverains-Prêtre celle-ci prend le nom de Collégiale Saint-André. Le 28 avril de la même année les anti-IVG s'en prénnent au Planning Fammilial et le 1er Mai à un Infokiosque.

En 2009 Alexandre Gabriac est coordinateur FNJ de la circonscription Européenne Sud-Est puis nommé secrétaire régional du FNJ en Rhône-Alpes. C'est dans la tribune de Boulogne du Paris-Saint-Germains que Gabrac fait ses armes au stade jusqu'à son interdiction de stade et sa condamnation pour « coups et blessures à caractère raciste » et « apologie de crime contre l'humanité », en 2009.

En automne 2010 durant le mouvement des retraites l'ex-FNJ Mattias Jacquets tente de mettre sur pied un groupuscule appelé « Bloc-Etudiant » d'inspiration fasciste sur le modèle du mouvement de jeunesse de la Casapound, le Blocco Studentesco. Le mercredi 3 Novembre 2011, en plein mouvement des retraites et alors que certains bâtiments de l'université Pierre-Mendes-France et de Stendhal sont bloqués depuis la veille par les étudiants Alexandre Gabriac et le FNJ font une descente sur le campus et attaque un piquet de grève, il y aura plusieurs blessés du côté des fafs.

Le 2 Juin **2011**, le « grand barbecue nationaliste » a réuni au parc Karl Marx de Fontaines plus de 70 néo-nazis parmi lesquels une délégation du « Bunker-Korps-Lyon » (local des néo-nazis du « Blood&Honor-Lugdunum » situé dans le quartier de Gerland et géré par l'association « Lyon Dissident ») ainsi que d'autres nervis lyonnais.

Suite à des expéditions punitives de nervis fascistes à Saint Pancrasse [une bagarre vas faire un blessé chez les bas-du-front, le 8 Aout](#) 2011. Dans la nuit du 12 au 13 aout 2011, les fascistes grenoblois et lyonnais vont se livrer à une véritable ratonnade en plein centre ville de Grenoble. Dans la nuit du 16 au 17 Septembre 2011, un groupe d'individu d'extrême-droite vas se livrer à nouveau [une ratonnade devant le club "Le George V"](#) réputé gay friendly. Ils vont s'en prendre violemment aux personnes présentes en raison de leurs orientations sexuelles, faisant un blessé grave.

1 LES INTEGRISTES CATHOLIQUES

L'implantation des catholiques intégristes disciples de Lefebvre n'est pas nouvelle à Grenoble en témoigne ce texte :

« A propos de l'ouverture d'un lieu de culte traditionaliste à Grenoble » signé Gabriel Matagrín (évêque de Grenoble) et Michel Mondesert (évêque auxiliaire de Grenoble) le 15 octobre 1977 :

« Un lieu de culte vient d'être ouvert à Grenoble dans un ancien garage sous le titre « chapelle Saint-Michel et Notre-Dame ». Des messes y ont été célébrées. Des initiatives sont prise spécialement en ce qui concerne le catéchisme.

Nous avons le regret de dire avec fermeté que cette chapelle n'appartient pas à l'Eglise catholique. Il lui manque le lien nécessaire avec l'évêque de Grenoble, gardien de l'authenticité catholique de l'Eglise locale, en communion avec le Pape Paul VI qui lui a confié cette charge. C'est la tradition constante de l'Eglise attestée dès le début du IIe siècle par saint Ignace d'Antioche : « Que personne ne fasse rien de ce qui concerne l'Eglise en dehors de l'évêque. Que cette Eucharistie seule soit regardée comme légitime qui est célébrée sous la présidence de l'évêque ou de celui qu'il en a chargé. » Les prêtres qui ont célébré dans cette chapelle n'ont reçu aucune charge de l'évêque du diocèse. Parmi eux, certains ont été ordonnés par Mgr Lefebvre dans des conditions illégitimes, en opposition avec la Tradition constante de l'Eglise et en désobéissance formelle avec le Pape. D'autres n'ont reçu aucune mission, ni aucun pouvoir de l'évêque de Grenoble. »

Pour commencer intéressons nous à la principale organisation catholique traditionnaliste (entendez par là intégriste, fondamentaliste et fasciste) : la fraternité Sacerdotale Saint Pie X créée par Mgr Lefebvre présente comme on le verra plus loin dans à Grenoble.

En janvier 2009 dans son dossier « A l'extrême droite de Dieu » la revue belge Resistances en donnait une bonne description :

« La Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (FSSPX) est le résultat d'une réaction oppositionnelle virulente au Concile de Vatican II (1962 à 1965). Ce concile exceptionnel avait adapté les principes et les pratiques religieuses à l'époque moderne. En réaction, une mouvance traditionaliste va immédiatement s'organiser et refuser les nouvelles orientations du Vatican. Dès 1970, la FSSPX voit le jour. Et se développera, à partir de la Suisse, où elle a installé son fief central. En 1988, Monseigneur Lefebvre, son dirigeant-fondateur, est excommunié par le pape Jean-Paul II, avec quatre de ses « lieutenants », après l'ordination de prêtres de façon non conforme avec les règles religieuses en vigueur. Depuis, devenus dissidents, les lefebvristes agissaient en-dehors de l'église catholique officielle.

Proches sur le plan idéologique des formes autoritaristes étatiques, les lefebvristes se sont alliés à l'extrême droite et à l'ultradroite conservatrices. En France et en Belgique, plusieurs disciples et dirigeants de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X ont rejoint les rangs du Front national. Des élus frontistes belges, un député fédéral de 1995 à 1999 par exemple, proviendront de ladite « Fraternité ». Son corpus politico-religieux partage

des principes et des valeurs avec la droite extrême. Rejetant catégoriquement l'oecuménisme, le lefebvrisme considère le catholicisme comme la seule véritable religion. Les autres – le judaïsme, l'islam, le protestantisme... - sont rangés dans la catégorie des « fausses religions ». Leurs adeptes doivent donc être convertis. Un par un. Comme à l'époque de l'Inquisition. La torture en moins pour les récalcitrants ? C'est à voir...

Revendiquant la création d'Etats théocratiques, la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X prend pour modèles historiques les dictatures de type national-catholique qui règnèrent en Espagne sous Franco, au Portugal sous Salazar et en France sous Pétain.

Aujourd'hui, dans un but unificateur et après des négociations secrètes de plusieurs années, le Vatican, sur la volonté du pape Benoît XVI, réintègre ce courant incarnant l'extrême droite catholique pure et dure. Selon plusieurs observateurs, la FSSPX pourrait désormais devenir une « prélatrice personnelle » du pape, comme l'est déjà l'Opus Dei, un autre mouvement catholique réactionnaire, intégriste, conservateur et rétrograde. Ainsi, Benoît XVI aura des alliés de taille pour mener les nouvelles croisades de l'Eglise catholique. »



Les accointances entre cette mouvance fondamentaliste et l'extrême-droite fasciste (notamment et surtout l'œuvre-Française et les Jeunesses Nationalistes présentes à Grenoble) n'est plus à démontrer. Récemment les Jeunesses Nationalistes d'Alexandre Gabriac saluaient le discours de l'abbé Xavier Beauvais responsable du clergé desservant l'église de Saint-Nicolas-du-Chardonnet se trouve être le bastion parisien de la FSSPX.

Il est justement question de lui dans le même dossier de la revue ResistanceS dont est extraite la présentation précédente.

« L'abbé de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, Xavier Beauvais, est par ailleurs connu pour l'admiration qu'il voue à Léon Degrelle. Régulièrement, dans ses sermons, il s'adresse à « Mon cher Léon » (sic) et se réfère à lui dans ses éditoriaux qu'il signe dans « Le Chardonnet », le journal de l'église parisienne de la FSSPX. Pour lui, Léon Degrelle incarne toujours à l'heure actuelle un modèle politique de référence pour la jeunesse. L'abbé Xavier Beauvais n'est pas un « curé de base » de la fraternité lefebvriste : il fut le supérieur général de son district Amérique latine. Et déjà à l'époque, l'ancien dirigeant d'extrême droite belge était sa référence politico-historique majeure. Les exemples des liens entre cet abbé et l'extrême droite restent nombreux.

En mai de cette année, une messe s'est tenue, en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à la mémoire de Sébastien Deyzieu, un jeune militant d'extrême droite qui trouva la mort

dans un accident survenu après une manifestation nationaliste, en 1994. C'est l'abbé Xavier Beauvais qui célébra cette messe. Selon le témoignage d'un militant néofasciste présent dans l'église de la FSSPX, il y rendit également un « hommage aux cristeros au Mexique, aux phalangistes en Espagne, aux rexistes en Belgique, aux chouans en France. Il cita Léon Degrelle, Jeanne d'Arc et bien d'autres Saints. Il nous expliqua à quoi devait servir la politique. Il nous appela à nous éloigner des idéologues en opposition avec le règne du Christ, y compris dans la mouvance nationale. Il nous appela au martyre et à la Sainteté. Il dénonça les pourris de la politique et les modernistes dans l'Eglise. Il nous demanda de ne rien prendre dans cette société satanique et ploutocratique. Etc... ».

Lors de cette messe célébrée par Xavier Beauvais, étaient également présents Pierre Sidos et Yvan Benedetti. Respectivement dirigeant-fondateur de l'Œuvre française et directeur de son journal « Jeune Nation », ils sont d'illustres représentants de la « génération Degrelle »...

Extrait de l'article « L'extrême droite en mode Raspoutine ; pas de liste GUD ; des SMS racistes » du blog du Monde : droites-extrêmes daté du 12 Mars 2010 :

« Un autre "9 mai" traditionnaliste et intégriste Cette année, outre la traditionnelle commémoration par l'extrême droite radicale parisienne, le 9 mai, de la mort de Sébastien Deyzieu (militant de l'Oeuvre Française décédé en 1994, en tombant d'un toit, lors d'une manifestation interdite), un autre rassemblement aura lieu le même jour, dans l'après-midi. Il s'agit d'un "hommage national à Sainte Jeanne d'Arc", à l'initiative de Civitas, institut catholique traditionnaliste et de l'abbé intégriste Xavier Beauvais de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, prévu place Saint-Augustin à Paris. L'abbé Beauvais avait dit une messe pour sébastien Deyzieu le 9 mai 2009. »



Revenons à quelque chose de plus prôche avec la petite virée espagnole d'Alexandre Gabriac en Novembre dernier. Alexandre Gabriac, ce conseiller régional de notre belle région Rhone-Alpe qui a le salut nazi facile :

Samedi 19 Novembre 2011 Alexandre Gabriac était en Espagne avec Ivan Benedeti à la tête d'une délégation des Jeunes Nationalistes. Plus précisément ils se trouvaient à Madrid pour retrouver leurs amis de la « Falange Española ». En 2008 Gabriac s'était déjà rendu à Madrid avec l'Oeuvre Française afin de participer à une manifestation pro-franquiste. Une photo avait circulé par le biais du site infonacional.com :



Cette fois c'était à l'occasion de la commémoration de la mort de Primo de Rivera fondateur et chef de la phalange du dictateur fasciste espagnol Franco, fusillé le 20 Novembre 1936 par les révolutionnaires.

On peut voir sur cette photo extraite du site de l'organisation Alexandre Gabriac en compagnie d'Alberto Torresano membre de la direction de la « Falange Española » (disciple de Primo de Rivera, amis proche du nazi belge Léon Degrelle et admirateur fanatique d'Hitler) :



Rappelons le soutien qu'a apporté l'Eglise à la dictature Franquiste. Il y a la base aussi des nostalgiques de cette église là. C'est donc sans surprise que l'on découvrira un prêtre à la tribune de ces festivités. Il s'agit de l'abbé fasciste italien Don Giulio Tam, membre de la Fraternité Sacerdotale Saint Pie X.

Allez ! Intéressons nous à ce Giulio Tam !

Le Post en Mars 2009 lui consacre un article : « Don Giulio Tam, un abbé lefebvrisme ouvertement néo-fasciste »

FN (Forza Nuova), parti d'extrême-droite neofascista inaugurerait le 27 février son nouveau siège à Bergame (Italie). Un beau cortège d'une centaine de personnes, plutôt casquées ou masquées, n'en faisant qu'une : bras droit tendu et main gauche armée. À sa tête, "Don" Giulio Tam, abbé lefebvrisme, un habitué du milieu : le 28 avril 2005, à Cremona,

c'est lui qui déjà avait été pressenti pour célébrer la messe-hommage organisée par les néo-fascistes en l'honneur du Duce, Benito Mussolini, pour les 60 ans de son assassinat. "Les hommes meurent, pas les idées" disaient alors les participants nostalgiques. Effectivement. Mais même si cet honneur lui avait échappé, ce proche de Mgr Lefebvre n'a jamais cessé, selon La Repubblica, de "cultiver la mémoire de Mussolini" et d'être un sympathisant d'Alternativa Sociale (puis Azione Sociale) de la petite fille du Duce, Alessandra.

Un prêtre en chemise noire.

"Et le prêtre bénit les compagnons de route avec un salut romain" écrivait encore La Repubblica ce matin, relatant le cortège et ses échauffourées, mais surtout remarquant la présence de Don Giulio Tam, que le journal décrit comme "menant une troupe paramilitaire" peu avare de saluts fascistes dont s'échappe régulièrement le triste et fameux "Sieg Heil !".*

Incidents.

L'après-midi fut empreint de nombreux heurts avec les "centre sociaux" (généralement plutôt d'extrême-gauche), puis la police. Le tout se clôtura par des incidents en forme de chassé-croisé police/néo-fascistes en plein centre-ville, parfois même au milieu du trafic.

Lefebvrisme, ou intégrisme, traditionaliste, schismatique,... ?

"Monsieur l'Abbé Giulio Tam, membre de la Fraternité Sacerdotale Saint Pie X", ainsi le dénommait Mgr Lefebvre dans ses derniers écrits du 4 Mars 1991 (quelques jours avant son décès) où il relevait que "Le Pape (nda : Jean-Paul II) lui-même diffuse désormais sans discontinuer les principes d'une fausse religion, qui a pour résultat une apostasie générale". L'abbé est aussi un pourfendeur notoire de l'Islam, qu'il entend attaquer au "rosaire" (qu'il compare à une "mitrailleuse lourde calibre 50"), et ses sympathies pour Alessandra Mussolini ou "Forza Nuova", dont les slogans se rapprochent de ceux du "FN" français ("Maison et travail aux Italiens", etc) ont clarifié depuis longtemps sa position. On a aussi remarqué qu'il porte parfois des chaussures de militaire sous sa soutane...

Du Vatican, silence, pour l'instant ? Benoit XVI travaille depuis 20 ans à la « réconciliation interne au sein de l'Église ». Ce sont d'ailleurs les termes qu'il employa pour justifier la récente libéralisation (ou retour) de la messe en latin. Un prélude à la réintégration progressive et complète de tous les Lefebvristes ? C'était déjà le cardinal Ratzinger, alors "préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi" (l'ancienne Inquisition), qui négociait en 1987 avec Mgr Lefebvre pour réintégrer ces brebis égarées.

Actuellement c'est l'Abbé Christophe Beauplat qui est le responsable du culte « Fraternité Sacerdotale Saint Pie X » à Grenoble. C'est aussi lui qui gère le « Mouvement des Jeunes Catholiques de France » : l'organisation de jeunesses de la FSSPX, et les « Amis du Souverain Prêtre » - (Foyers Adorateurs - Chaîne des Alpes). Beauplat anime aussi un « Foyer des Adorateurs ». Christophe de Beauplat est également un spécialiste de la critique de l'évolutionnisme et du darwinisme et de l'apologie du créationnisme.



Il dirige à ce titre le « Groupe d'étude sur les Origines & Bulletin apologétique sur la controverse Création / Evolution – Evolutionnisme » qui a son siège au 12, rue Charrel à Grenoble.

Il est secondé par l'Abbé Olivier Storez : responsable de l'école maternelle et primaire pour garçon de la FSSPX à Grenoble.



Grenoble abrite également la "Confrérie du Très Saint Sacrement" basée également 22 chemin du bachais à Grenoble mais dirigé par un autre intégriste, l'Abbé Bruno Duthilleul

Ainsi que "Les Compagnons de l'Immaculée Conception" toujours basées aux même endroit mais dirigé par l'abbé Jean Gerard



Les adresses de la FSSPX à Grenoble :

Le prieuré Saint-Pierre-Julien-Eymard et l'école Saint-Pierre-Julien Eymard tout deux situés 22, chemin du Bachais à Meylan



La Chapelle Sainte-Marie-Saint-Michel qui se situe 4, rue Charles Gounod à Grenoble



La FSSPX dessert également l'église paroissiale de Chamont en Nord-Isère



Pour ce qui est de l'église catholique elle-même à Grenoble l'évêque Guy de Kerimel (d'abord évêque de Nice durant plusieurs années avant d'être nommé à Grenoble). Mgr de Kerimel ne peut pas être directement assimilé aux intégristes de la Fraternité Saint Pie X comme en témoigne ses propos lors de la réintégration des lefebvristes dans l'église.

Extrait du bulletin paroissial n°82 Avril 2009 :

« Lettre de notre évêque à l'équipe paroissiale de la paroisse St Michel du Drac

Grenoble, le 3 mars 2009

Chers frères et sœurs,

Votre lettre du 26 février exprime le trouble persistant dans lequel vous avez mis la levée de l'excommunication des évêques Lefebvristes. Comme vous un certain nombre de chrétiens

ont été troublés et des Juifs ont manifesté leur incompréhension et leur blessure.

Les propos révisionnistes de Monseigneur Williamson, inacceptables, n'ont pas facilité la lecture du geste du Pape. Les clarifications du Vatican, le 4 février, ont été utiles pour mieux comprendre ce qui se passait.

En soi, le geste du Pape envers des catholiques en voie d'éloignement est tout à fait évangélique. Au moment de la rupture, c'est le cardinal Ratzinger qui a pris les coups ; devenu Pape il pose un geste de miséricorde. Il y a là un témoignage fort pour le monde : c'est cela que retiendra l'histoire.

Par contre, la réintégration des évêques et des prêtres Lefebvristes suppose une reconnaissance par eux du Concile Vatican II (de tout le Concile) et du magistère des Papes depuis le Concile. Le dialogue avec eux peut leur permettre de voir que le Concile est un élément de la Tradition de l'Eglise, dans la continuité avec les Conciles précédents, mais avec un apport nouveau. Il nous faut prier pour qu'ils ouvrent leurs yeux et leurs cœurs. Le Concile n'est pas négociable, mais il peut être expliqué.

La décision du Pape ne devrait pas avoir d'incidence sur notre relation au Christ et notre mission d'évangélisation, appuyées sur l'Evangile et le Concile.

L'évènement cependant perturbe nos liens à l'Eglise, notre regard sur l'Eglise. Nous sommes aussi gênés du regard négatif des médias sur l'Eglise. C'est là un point à travailler.

Nous, les Evêques, aurions souhaité être consultés ou au moins informés avant. Mais, en bonne ecclésiologie, le Pape peut prendre une initiative sans mettre en œuvre concrètement une consultation des évêques ; la collégialité, sans être mise en acte, n'en est pas pour autant bafouée. Le Pape n'a pas agi contre le Collège épiscopal.

Cette épreuve peut nous amener à revenir au Christ, à travailler le mystère de l'Eglise et à rouvrir le concile Vatican II. Je le souhaite. Ne nous laissons pas vaincre par le mal, dit Saint Paul, soyons vainqueurs du mal par le bien.

L'expérience de la « Saint Valentin de Dieu » montre que les gens sont touchés lorsqu'on leur dit l'amour de Dieu pour eux. Dans le même ordre d'idée, l'appel décisif de dimanche dernier nous rend témoins de la grâce de Dieu qui agit dans les cœurs par la mission de l'Eglise. Voilà ce qui donne du souffle, voilà ce qui doit nous occuper et réjouir notre cœur.

Je vous souhaite un bon Carême pour une Pâque de joie et de résurrection. Bien en communion.

Guy de Kérimel Evêque de Grenoble-Vienne »

Cependant, comme on vas le voir, ce n'est pas pour autant que Mgr de Kerimel est un grand progressiste, ni qu'il n'a pas de rapport avec l'extrême-droite et encore moins qu'il n'est pas lui même proche des traditionalistes.

Il est membre depuis 1978 de la « Communauté de l'Emmanuel » (association catholique fondée en 1976 et menant notamment des réflexions et des formations de « bio-éthique » opposée à l'avortement). Ainsi il publiait dans la revue catholique « La Bonne Nouvelle » (n°59 Novembre-Décembre 2010) un article intitulé « Pour une culture de vie ». Le 25 Novembre 2010 était organisé à son appel une veillée de « prières pour la vie naissante » à l'église Saint-Pierre de Voiron.

Le 8 décembre de cette même année Mgr de Kérimel organisait une procession aux flambeaux inspiré de celles de Lyon. Procession à laquelle les identitaires grenoblois via le site Novopress-Lyon et celui des « Maquisards » appelaient à participer, ce qu'eux même ont fais.



L'Institut du Christ-Roi Souverain Prêtre est une organisation catholique traditionaliste créée en 1990 succédant à l'« Opus Sacerdotale » créée, elle, en 1964. Elle appartient à la mouvance intégriste bénéficiant de « l'indult Ecclesia Dei », c'est à dire qu'elle n'est pas (ou plus) en situation de schisme avec l'Eglise Catholique Romaine comme la FSSPX et fait donc partie de celle-ci depuis 2008.

Cette même année 2008 Mgr de Kerimel a confié l'église Saint-André de Grenoble à l'Institut du Christ Roi Souverain Prêtre. Elle prend le nom de « Collégiale Saint-André de Grenoble » et est dirigée par le Chanoine Trézières (au centre sur laphoto). L'Institut a ses locaux non loin à la Cure de Saint André au 6 rue Hector Berlioz.



Plus d'un an avant l'arrivée de l'ICRSP, en janvier 2007, le Bloc Identitaire nous informait via « Novopress » de la tenue d'une « Messes pour le repos de l'âme de SM le roi Louis XVI » à l'église Saint-André le 20 du même mois. Force est de constater que les ouveaux arrivants ont perpétués cette tradition puisque le 21 janvier de cette année 2012 s'y est tenue une « Messes pour le repos de l'âme de SM le roi Louis XVI »

En Janvier 2010 le site du Groupe de liaison royaliste « Les manants du roi » avait annoncé et appelait a participer à une conférence de Monsieur l'Abbé Jean-Paul Trézière sur « Entre pauvreté et sainteté Saint Jean-Marie VIANNEY curé d'Ars, ambassadeur des prêtres » le lundi 25 janvier 2010 à 20 h.

2 LES ANTI-AVORTEMENT

L'article "Les avortons de l'anti-IVG" de la revue REFLEXes de Juin 1995 (mis à jour en Janvier 2007) donne un bon aperçu du mouvement anti-IVG. En voici un petit extrait :

Le combat pour l'ordre moral passe par une opposition systématique à la pornographie, à l'homosexualité et à la contraception. Afin de défendre les valeurs traditionnelles, la famille apparaît comme le premier pilier de cet ordre moral. Face à la chute de la natalité, à la baisse des mariages religieux, l'intégrisme a trouvé son principal cheval de bataille : la lutte contre le droit à l'avortement instauré partiellement par la loi Veil du 17 janvier 1975. Dans la lignée de leurs grands frères américains, les traditionalistes français vont se lancer dans cette nouvelle croisade visant à rétablir l'ordre moral chrétien.

La famille comme modèle social

Encouragées par Jean-Paul II dans sa Lettre aux familles, des associations familiales catholiques (AFC) ne cessent de se créer. Elles sont au nombre de 480 et comptent dans leurs rangs 45 000 adhérents. Ayant une politique nataliste semblable (salaire maternel, croisade anti-IVG) et, suivant la tradition pétainiste, un désir commun du retour de la femme au foyer « soumise et procréatrice », AFC et partis d'extrême droite sont, le plus souvent, liés. Parallèlement à la création de ces AFC, des associations anti-avortement se constituent pour lutter contre ce qu'ils qualifient de « crime contre l'humanité ». Depuis la fin des années 1980, plus d'une centaine d'actions commandos ont été commises à l'encontre des centres IVG. Provie, l'AOCPA, l'ACPER-vie, SOS Tout-Petits et Trêve de Dieu sont, parmi la cinquantaine d'associations anti-IVG existantes actuellement, les plus actives .

Les croisés contre l'avortement

Ces « croisés » justifient leur opposition à l'avortement à l'aide de trois critères : laïque, religieux et raciste. • À la base, leur position est religieuse : la vie commence dès la conception. L'homosexualité et l'hétérosexualité, si il y a plaisir, sont condamnées par les chrétiens traditionalistes car le rapport sexuel est alors détourné de son unique but : la procréation. • L'UFRAM [1], elle, adopte une position laïque combattant activement le « féminisme moderne des années 1970 », jugé destructeur des valeurs familiales et responsable de la légalisation de l'avortement (la loi Veil). • Enfin, cette loi est qualifiée de loi « raciste anti-française » ou de loi « génocide » par la plupart des associations anti-IVG fréquemment affiliées aux mouvements d'extrême droite : « la loi Veil est une loi raciste anti-française [...] seules les Françaises sont victimes de cette loi génocide alors que la grossesse des femmes immigrées est au contraire protégée ». Ils s'appuient sur le fait que les femmes étrangères ne peuvent en effet avorter que si elles séjournent depuis plus de trois mois sur le territoire français

. « Le plus grand génocide de tous les temps »

Leur champ lexical fait essentiellement référence au génocide commis par les nazis. En

comparant les victimes de l'Holocauste à celles prétendues de l'avortement, ils ne se veulent pas négationnistes. L'aspect on ne peut plus violent de leur comparaison leur permet de donner une dimension plus agressive à leur combat : ils sont les réels pionniers d'une croisade visant à stopper ce qu'ils considèrent comme le « nouveau génocide ». Il en découle le vocabulaire suivant : au cours « d'opérations sauvetages » (actions commandos), « ces esprits du bien luttant contre le mal » tentent de sauver « des enfants à naître » (fœtus). Ils sont en guerre contre le « zyklon B moderne » (la pilule abortive RU 486) et le « pesticide anti-humains » (pilule). Le « gazage » (l'avortement) est pratiqué dans des « avortoirs » (centres IVG) par des « bouchers » ou des « avorteurs » (médecins). Ces macabres comparaisons ont donné le genre d'actions suivantes : lors d'une manifestation devant le siège des laboratoires Roussel-Uclaf (qui commercialisent la pilule abortive mise au point par le professeur Beaulieu), c'est habillés en déportés que les militants de l'AOCPA scandent : « vous transformez l'utérus en four crématoire ». L'UNEC est une association qui a organisé, depuis sa fondation en 1989, trois pèlerinages à Auschwitz contre l'avortement, continuant ainsi le parallèle entre la Shoah et cet « infanticide prénatal » qu'ils jugent par ailleurs plus important numériquement. Lorsque Jean-Paul II, lors d'un voyage en Pologne en juin 1991, compare « les cimetières des avortements » à celui des camps d'extermination, il ne fait que renforcer la détermination des groupes anti-IVG, voire justifier la création de nouvelles associations ; Trêve de Dieu est l'une d'entre elles.

« De quoi je suis coupable pour qu'on me mette à mort » [2]

Trêve de Dieu est une association créée à l'occasion de la venue du Pape en Alsace-Lorraine en octobre 1988, pour empêcher tout avortement lors de sa « sainte » visite. Elle fut officiellement fondée le 26 octobre 1988 par Claire Fontana (ex-présidente), dont la mère (madame Gobry) fut militante dans la plus vieille association française contre le droit à l'avortement : Laissez-les vivre (créée en 1971). Au cours d'opérations dites « opérations sauvetages », leur devoir est avant tout un « devoir de conscience ». En effet, les commandos de Trêve de Dieu répondent à trois règles : 1) Discipline et silence. Les militants sont tenus de garder le silence lorsque les porte-parole s'adressent à la police, à la presse, aux femmes enceintes ou au personnel hospitalier (médecins, infirmières, directeurs...). 2) Leur but est de rester le plus longtemps dans le centre IVG : « ne nous laisser expulser par la police que pour donner tout le retentissement à notre action face au silence complice de notre société et nous amener aux conséquences ultimes de notre sacrifice ». Lorsque Trêve de Dieu attaque un centre IVG, ses membres s'enchaînent aux tables d'opération, stérilisant ainsi le bloc opératoire et tout le matériel ; ils détruisent les stocks de RU 486, rentrent dans les chambres des malades, consultent les dossiers... 3) Culpabiliser les femmes et les médecins. Pour cela, lors des actions commandos, slogans et banderoles en appellent à la conscience des femmes et des médecins pratiquant l'avortement (autres moyens de pressions, les mini-cercueils ornés de photos de fœtus). La sœur aînée de Trêve de Dieu, SOS Tout-Petits, fondée en 1986, prêche pour un activisme moins violent. Son action reste dans un certain cadre légal : la pression morale sur les médecins et les femmes enceintes. L'organisation de Xavier Dor est connue pour ses multiples interventions contre des cliniques (Ordener, Colombes... [3] où les militants prient allongés à même le sol, distribuent des tracts annonçant « qu'ici on tue des bébés », chantent des cantiques religieux et, tout comme Trêve de Dieu, attendent

l'arrivée de la police.

Note :

[1] Union Féminine pour le Respect de l'Aide à la Maternité

[2] Claire Fontana dans son livre Lettre aux sauveteurs

[3] Sos Tout-Petits est une association sans statuts, ce qui la met à l'abri des poursuites.

La présence d'intégriste catholique à Grenoble n'a rien de nouveau, la Fraternité-Sacerdotale-Saint-Pie-X y ouvrait sa première chapelle en 1977. 17 ans plus tard avait lieu à l'Hôpital de La Tronche un événement assez spectaculaire. Un commando anti-IVG s'enchaînait devant le bloc opératoire.

Dom Gérard Calvet, le croisé tonsuré « La loi de Dieu transcende les lois » (Libération 24 Octobre 1994)

Le 24 octobre 1994, la présence de Dom Gérard Calvet enchaîné, en tenue de moine bénédictin, devant le bloc opératoire de l'hôpital de Grenoble avait produit l'effet recherché. Deux mois plus tard, devant le tribunal correctionnel de Grenoble, l'homme avait doublé la mise en se référant « à la loi de Dieu qui transcende toutes les lois ». Vibrionnant et jovial, assuré de l'intérêt des caméras pour sa tonsure traditionnelle, Dom Gérard n'en est pas à son premier combat au sein de l'extrême droite.

Ordonné prêtre en 1956, il s'inscrit dans le cadre de l'école fondée par André et Henri Charlier, creuset de la sensibilité intégriste ralliée au Front national. En août 1970, il entame un retour « à la vie monastique traditionnelle », rencontre Mgr Lefebvre puis s'engage dans la fondation d'un somptueux prieuré. Selon les « chrétiens critiques » de la revue Golias, le monastère du Barroux (Vaucluse), édifié sur 10 hectares, et sorti de terre entre 1981 et 1988, représente un investissement de 80 millions de francs. « Je ne souhaite pas confirmer ce chiffre, répond-t-il, trop de gens en concluent que cet argent aurait pu être mieux utilisé ».

Après avoir refusé le schisme de Mgr Lefebvre, Dom Gérard, reconnu par Rome, obtient en 1989 la transformation de son simple monastère en abbaye bénédictine autonome. Reçu par Jean-Paul II en 1991, Dom Gérard lui remet une lettre où il déplore « le silence de mort de l'épiscopat au sujet de l'avortement légalisé par l'Etat » et suggère : « Quelle lumière si une encyclique infligeait un blâme solennel aux responsables de ce crime abominable devant Dieu et devant l'humanité ! »

Tout hôte du Barroux, placé sous surveillance vidéo dès son entrée, peut se procurer les tracts, journaux, pétitions et programmes de la galaxie des associations opposées à l'IVG ou les invitations aux « séminaires d'été » organisés par le réseau des associations catholiques traditionalistes proches du FN.

Dom Gérard ne se vit pas, pour autant, comme un marginal de l'Eglise. Il a décidé de s'engager dans le mouvement « parce qu'il ne trouvait pas normal que seuls les simples

*soldats aillent au charbon ». Il ne redoute pas le soutien du FN et assure avoir demandé au parti d'extrême droite de « ne pas venir manifester au moment du procès de Grenoble, pour ne pas faire du combat des sauveteurs un simple sujet politique ». Dans la grande salle du réfectoire du monastère, à l'heure du repas de midi, un moine monté en chaire dit le bénédicité. Puis, sur le même ton chantant, il lit *Présent*, le quotidien des catholiques traditionalistes du FN. « Le pape renouvelle sa condamnation du recours à l'avortement » titre, ce 12 juillet 1995, le quotidien d'extrême droite. L'article consacré à la « lettre aux femmes » du pape a droit à une lecture intégrale.*

Un commando anti-IVG en procès à Grenoble (l'Humanité 29 Novembre 1994)

Les membres d'un groupe d'opposants au droit à l'interruption de grossesse comparaissent, cet après-midi, devant le tribunal de Grenoble pour avoir empêché le fonctionnement d'un service pratiquant les avortements à l'hôpital Michallon, le 24 octobre. Plusieurs associations ont appelé à manifester.

ILS ne seront que huit à comparaître, cet après-midi, devant la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Grenoble (Isère). Huit prévenus sur les dix membres d'un commando anti-IVG qui ont fait irruption, le 24 octobre, dans le centre d'interruption volontaire de grossesse de l'hôpital Michallon et se sont enchaînés, les uns aux autres, par le cou et par les chevilles avec des cadenas de motos en forme de U et des barres de fer. Ils ne seront que huit, car deux d'entre eux, le même jour, sont appelés à comparaître devant la cour d'appel d'Orléans (Loiret). Pour des faits similaires, commis un an plus tôt.

Car il s'agit toujours des mêmes. C'est bien le problème. Cette fois-là, les opposants à l'avortement se réclamaient du mouvement « la Trêve de Dieu » et étaient menés par un prêtre en soutane, Dom Gérard Calvet, moine bénédictin de l'abbaye Sainte-Madeleine-du-Barroux (Vaucluse). Selon un scénario bien rôdé, après 95 attaques déjà perpétrées dans plusieurs hôpitaux par eux-mêmes ou par d'autres, les huit hommes et deux femmes du commando ont débarqué peu avant l'ouverture du service, agressant le personnel et terrorisant les femmes. Pour qu'enfin ils soient sanctionnés de manière exemplaire, le planning familial de Grenoble, à la tête d'un collectif d'une cinquantaine d'associations, de syndicats et de partis politiques, a appelé à manifester devant les grilles du palais de justice, à l'heure de l'ouverture du procès. Ensuite, les magistrats feront leur travail. Les dix prévenus risquant jusqu'à deux ans d'emprisonnement et de 2.000 francs à 30.000 francs d'amende pour « entrave à l'avortement ».

« Ce sont des délinquants et il faut qu'ils soient condamnés comme tels. » Ni Annie de Palmat, l'une des responsables du planning familial de la cité iséroise, ni Stéphan Le Breton, responsable du Centre médico-social de la femme (CMSF) à l'hôpital Michallon, ne veulent entrer « dans le jeu » de ce qu'elles considèrent n'être qu'« une poignée de fanatiques soutenus par des intégristes et le Front national ». Tout en sachant que de plus en plus de médecins s'abritent derrière la clause de conscience pour ne pas pratiquer d'IVG, elles rejettent les comparaisons hâtives. Les amalgames trop rapides. Et disent :

« Il ne faut pas tout mélanger. Ne surtout pas marcher dans leur combine. Leur objectif est de laisser croire que le droit des femmes à disposer de leur corps pourrait être remis en cause. Une loi existe et doit être appliquée. »

« Il faut dire stop », ajoute Laurence Barnier, responsable de l'Union des femmes françaises (UFF), partie civile dans le procès. « Sans préjuger de ce que décidera la Justice, nous attendons une condamnation ferme et suffisamment forte pour que ces commandos cessent leurs exactions. » Mais, selon elle, « il y a danger ». Car « les deux libertés fondamentales conquises par les femmes depuis des années sont aujourd'hui, dans les faits, menacées. » Elle dit : « On sait bien qu'un certain nombre de gens sont pour le retour des femmes au foyer, alors qu'elles-mêmes ne s'imaginent pas ne plus travailler. » Selon la militante de l'UFF, « pour le droit à l'avortement, c'est pareil. C'est pour cela qu'il faut une sanction exemplaire. »

Aujourd'hui la FSSPX et l'Institut Civitas ont trouvé un allié de poids dans la personne de l'élu isérois Jacques Remiller membre du groupe "Droite Populaire".



Des députés UMP s'alignent sur les cathos intégristes de Civitas (les Inrocks Decembre 2011)

[...]

Un mois plus tard, Civitas engrange les premiers résultats de cette stratégie de lobbying intensif. Le mouvement proche de la Fraternité Saint-Pie-X dispose en effet d'un puissant relais au sein du palais Bourbon en la personne de Jacques Remiller. Sous la bonhomie et les lunettes rectangulaires de ce député de l'Isère se cache un défenseur des intérêts de l'Eglise au sein de l'Assemblée nationale. Président du groupe d'études à vocation internationale sur le Saint Siège, il assiste régulièrement aux rencontres officielles avec le pape. Le 25 novembre dernier, il a réussi le coup de force de faire signer un texte à quinze députés de la majorité pour protester contre les persécutions que les chrétiens subissent dans le monde notamment au Nigéria ou en Egypte. [...]

La Fraternité Sacerdotale Saint Pie X cela va de soi est fermement opposé à l'avortement :

Editorial de « Pour qu'Il Règne », bimestriel de la FSSPX-Belgique, n°74, mai-juin 2006, p. 2. :

« Au sujet de l'avortement, il n'est certainement pas trop fort de parler de massacre et de massacre des Innocents (...). La banalisation de l'avortement et sa généralisation sont le

signe évident de la déchristianisation de nos pays de vieille chrétienté (...). Plus que jamais, les catholiques doivent s'unir pour réagir et faire front au risque de disparaître peu à peu mais sûrement. »

Comme tout le monde le sait à Grenoble la principale et la plus active des organisation anti-IVG se trouve être "SOS-Tout-Petit", dont il est inutile d'évoquer les liens avec les intégriste de Meylan. SOS-Tout-Petit brille parmi les autres organisation fasciste par sa discrétion, on peut malgré tout préciser que :

- leur siège social se situe : 11, rue Tronchet 75008 Paris FRANCE 01 47 83 97 42
- le directeur de la publication de leur site national est le Dr Luc Perrel domicilié à La Promenade - 53230 - Cossé-le-Vivien
- le site en question est hébergé par FREE ON LINE - Groupe ILIAD – 8 rue de la Ville l'Evêque - 75008 - Paris - Tel : 01 73 50 24 18

Parmi les prêche de SOS-Tout-Petit-Isère on trouve outre [le jeune Alexandre](#) une certaine Anne-Laure (dont nous taillons POUR LE MOMENT le nom de famille et l'adresse) militante elle aussi de l'UNI-MET-Grenoble parti à Lyon cette année, [Matthieu Clique](#) parti quand à lui à Toulouse ainsi qu'une famille de pharmaciens d'Eybens, les Chovelon dont le fils Benoit à déjà participé à des prières pour la vie.



La « Pharmacie Chovelon se trouve, 13 Avenue Jean Jaures 38320 Eybens.

Meylan semble bel et bien être la base arrière des militants anti-IVG, outre la FSSPX et plusieurs familles d'extrême-droite (notamment les Gabriac), on y trouve une autre association anti-IVG, « Mère de Miséricorde » soutenue notamment par l'archevêque anti-avortement de Montpellier Pierre-Marie Carré (ancien archevêque d'Albi).

L'association Mère de Miséricorde à son siège à Grenoble au 534, route de Meylan 38330 BIVIERS (Tel : 06 10 73 29 94 Email : mmcgrenoble@yahoo.fr)

Des mini-stickers « SOS-Bébé » ont aussi été trouvés à Grenoble il s'agit d'une association-écran de l' « Alliance pour les droit de la vie ». « SOS Bébé » est également rattachée au « réseau Hippocrate » qui réunit des professionnels de la santé : médecins, infirmières, sage-femmes, pharmaciens, etc. « , conscients de la nécessité de se former, de s'informer et de se concerter afin de défendre la vie et la dignité de l'homme. ». Le « réseau Hippocrate » est lui même proche de l' « Institut Civitas ».

Et pour terminer mentionnons SOS la Vie qui est implanté à Voiron

(tél.:04.76.65.73.72) et à Valence (Choisir la VIE - Femmes enceintes en difficulté B.P. 411 - (26004) VALENCE Cedex tél. : 04.75.44.71.55)

On avait déjà parlé des opinion de Mgr de Kerime évêque de Grenoble et membre depuis 1978 de la « Communauté de l'Emmanuel » (association catholique fondée en 1976 et menant notamment des réflexions et des formations de « bio-éthique » opposée à l'avortement), de l'article qu'il publiait dans la revue catholique « La Bonne Nouvelle » (n°59 Novembre-Décembre 2010) un article intitulé « Pour une culture de vie », de la veillée de « prières pour la vie naissante » organisé à son appel le 25 Novembre 2010 à l'église Saint-Pierre de Voiron.

On notera l'existence d'une association anti-avortement dans la chartreuse qui n'est autre que la branche Isère de l'« Association pour l'objection de conscience à toute participation à l'avortement » fondé par Michel Raoult en 1982.

Choisir la vie-Isère - Aujardière 38950 Quaix-en-Chartreuse Téléphone : 04.76.56.82.87 Courriel : choisirlavie.isere@laposte.net

Voici un courrier de l'association des intègristes anti-avortements "Choisir la vie Isère" destiné à ses adhérents et sympathisants et affiché notamment dans la "Collegiale Saint André", [siège à Grenoble de l'Institut-du-Christ-Roi-Souverain-Prêtre.](#)

CHOISIR LA VIE-ISERE
Aujardière
Le Barbet
38 950 QUAIX-en-CHARTREUSE
Tél. 04 76 56 82 87
Nouveau courriel: choisirlavie.isere@gmail.com



Quaix, le 2 janvier 2012

ASSEMBLEE GENERALE 2012

Chers amis,

Nous avons le plaisir de vous convoquer à l'Assemblée Générale ordinaire de l'association CHOISIR LA VIE – ISERE, qui se tiendra

le LUNDI 30 JANVIER 2012 à 19 h 30 à la salle à manger de la
Maison diocésaine
12 place Lavalette
38000 GRENOBLE.

Attention : L'accès se fait par la grille, côté cour, vers l'arrêt de tram ND.

ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue par Anne Doucet.
2. Echos de Choisir la Vie au niveau national et de Choisir la Vie – Valence.
3. **Topo du Père Mariusz Sliwa**, prêtre missionnaire de La Salette : « *N'ayons pas peur, accueillons la vie* ».
4. **Rapport d'activité 2011 de Choisir la Vie - Isère** par Angelika de Poncharra.
5. Rapport financier 2011 par le trésorier.
6. Renouvellement du bureau : l'association doit trouver un nouveau président.

Un léger **buffet froid** sera proposé pour faciliter les échanges.

POUR CETTE SEPTIEME ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

En raison de la démission de la présidente, Anne Doucet, et du déménagement de Jean et d'Angelika de Poncharra dans le Vaucluse au printemps 2012, l'association doit obligatoirement renouveler une partie du bureau.

A noter que, d'après les statuts de l'association, seuls auront droit de vote les membres présents, ou représentés, à jour de cotisation.

Avant le 23 janvier 2012, merci de renvoyer le coupon réponse au verso, accompagné de votre adhésion 2012, afin de confirmer votre participation ou, en cas d'impossibilité, de vous faire représenter et de nous renvoyer votre pouvoir.

Les montants des cotisations restent inchangés depuis 2005. Les dons et cotisations (à l'exclusion des abonnements) sont déductibles des impôts après demande de reçu fiscal (voir-feuille de présentation et d'adhésion Choisir la Vie - Isère jointe).

En attendant la joie de vous rencontrer, nous vous souhaitons une excellente Année 2012, quelle voie l'amorce d'un changement en faveur de la vie, une ouverture des cœurs pour accueillir les plus faibles.

Cordialement au nom de tous les membres du bureau de l'association

Anne Doucet, présidente démissionnaire
Angelika de Poncharra, vice-présidente,

Agnès Foucault, secrétaire
agnes.foucault@gmail.com



Intéressons nous à Mariusz Sliwa !

Le père Mariusz Sliwa qui collabore avec cette association puisqu'il est mentionné dans ce courrier pour son topo intitulé "N'ayons pas peur d'accueillir la vie" n'est absolument pas extérieur à l'Eglise Catholique. [Voir sa fiche sur le site internet du diocèse de Grenoble.](#)

Il est important de parler d'Hugues Petit, actuellement professeur d'histoire du droit à la faculté de droit de l'Université Pierre Mendès France, membre du bureau politique du Front National et du conseil scientifique de ce dernier.

Cet ancien de l'action française a également été président de la « Ligue pour la vie », association rattachée au FN qui avait pour ambition de fédérer autour d'elle les autres associations anti-IVG, il partira suite à la scission qui intervient en 1998.



Il déclarait 10 ans plus tard au site d'extrême-droit « Nation-press.info » :

« La Ligue pour la vie a été victime de la scission de 1998. Nombre de nos cadres sont partis. Ceux qui sont restés au Front se sont retrouvés avec des responsabilités supplémentaires, c'est mon cas. J'ai dû me désengager du combat pour la vie et le regrette vivement, car c'est un des plus importants. On ne le dira jamais assez, l'immigration est la conséquence de la dénatalité. La ligue végète ; il suffirait de quelques bonnes volontés pour qu'elle redémarre. »

Un autre professeur de droit de l'UPMF peut être mentionné. Pierre Murat professeur de droit notarial, même s'il défend par exemple l'accouchement sous X à plusieurs reprises dans les colonnes de l'« Express », fait parti des signataires d'une pétition contre l'IVG au côté de 49 éminents professeurs de droit.



Extrait de l'article « Ils s'accrochent au délit d'interruption volontaire de grossesse. Des profs de droit en croisés pro-vie » de Blandine Grosjean paru dans le quotidien Libération le 16 Janvier 2004 :

« Ce n'est pas la pétition la plus peuplée de l'année. Mais sans aucun doute la plus réactionnaire. Elle est adressée au président de la République pour défendre l'esprit de l'amendement Garraud. Une cinquantaine d'éminents professeurs de droit (1) demande que le gouvernement inscrive dans la loi l'interruption involontaire de grossesse, afin de punir pénalement l'auteur d'un accident ayant provoqué la mort d'un embryon ou d'un fœtus. Ces juristes veulent que l'on reconnaisse l'existence juridique de l'embryon. Leur pétition arrive à trois jours de la clôture du débat parlementaire, dans l'espoir évident d'influencer le débat politique, alors que le gouvernement ne veut plus de cet amendement

Garraud (lire ci-contre).

Le mélange des genres est inédit. Même le Pacs, affaire explosive, n'avait pas suscité une telle prise de position publique, collective et désespérée. L'heure serait donc très grave : C'est une question essentielle pour moi : "Quand commence la vie et quand commence-t-on à la respecter ?" Je ne suis pas d'accord que sous prétexte de justifier l'IVG, on dise que l'embryon ne fait pas partie de l'humanité, explique Bernard Beignier, doyen de la faculté de droit de Toulouse. Il reconnaît que son combat est motivé à 50 pour cent par ses convictions religieuses, et à 50 pour cent par des considérations juridiques.

Gros réacs. Dans la lettre au Président cela donne : Dès lors qu'une législation protège la liberté des femmes de ne pas avoir les enfants qu'elles ne veulent pas, cette législation devient totalement déséquilibrée si elle n'en protège pas de la même façon, le droit des femmes à avoir les enfants qu'elles souhaitent. Un signataire admet : Hormis trois ou quatre d'entre nous, ce sont tous des gros réacs. Sur les 48 pétitionnaires, 46 interdiraient à leur femme d'avorter, et 44 voteraient l'abrogation de la loi autorisant les IVG. Ça me fait rire quand ils invoquent la liberté d'avorter. Lui a signé parce qu'il trouve choquant qu'un accident conduisant à la perte d'un enfant ne donne lieu à aucune condamnation : Tant mieux si les antiavortement ont enfourché le dada, ils permettront peut-être que ce texte passe.

Ces professeurs signataires se seraient spontanément organisés pour exprimer leur indignation face aux contre-vérités juridiques énoncées lors de ce débat. En réalité, depuis 1999, année d'un arrêt de la Cour de cassation décidant que le fœtus ne pouvait être victime d'un homicide, ils s'agitent éperdument. Par la voie classique des revues juridiques, de tribunes dans quelques quotidiens, avec la création d'une association de mères orphelines et d'un lobbying parlementaire ayant abouti au fameux amendement Garraud. On retrouve parmi ces activistes ceux qui se sont agités lors des débats sur le Pacs et sur l'affaire Perruche. Et à l'origine de cette action se trouverait un magistrat, un avocat général près de la Cour de cassation, Jerry Sainte Rose, catholique affiché, pourfendeur survolté de l'arrêt Perruche, qui selon lui indemniserait le préjudice, pour un handicapé, d'être né. Il y a derrière cette pétition une fronde philosophique et morale contre certains magistrats de la Cour de cassation. C'est la lutte des catholiques fervents contre les matérialistes, analyse un professeur de droit non signataire. Il s'agit d'un vrai combat politique. Ces gens se servent de leur savoir technique et de leur qualité de juriste pour faire valoir leur vision de la société. Toute la question est de savoir quelle est leur influence sur le pouvoir politique, élu démocratiquement.

Sortie du bois. Pour Jean-Marie Le Guen, député PS, qui avait conduit la première bataille contre l'amendement Garraud, cette sortie du bois est saine : L'absence de statut juridique de l'embryon suscite un sentiment d'angoisse chez ces gens. Je ne suis pas choqué que cette pensée juridico-chrétienne s'exprime, et c'est mieux que l'on sache enfin quels buts animent les défenseurs de l'amendement. Jean-Yves le Bouillonnet, (PS, Val-de-Marne), son compagnon de lutte contre l'amendement n'en démord pas : Le jour où vous reconnaissez une personnalité juridique au fœtus, vous prohibez l'avortement. D'aussi éminents juristes que ces signataires le pensent. Ma responsabilité d'élue est de protéger le droit à l'IVG. L'Elysée, qui jugeait inopportun d'ouvrir une guerre de religions sur l'avortement, était intervenu pour que le gouvernement abandonne

l'amendement. La supplique des facs de droit a peu de chance de bouleverser le Président.

(1) Sous la houlette d'Yves Mayaud (Paris-II) Michèle-Laure Rassat (professeure émérite, Paris-XII) et Gabriel Roujou de Boubée (Toulouse-I). »

3 LES ROYALISTES

Avec une implantation aussi forte des catholique traditionnalistes à Grenoble, il aurait été étonnant que les royalistes, généralement assez prôches de ces mouvements n'y soient pas également présent. On a déjà par ailleurs évoqué un certains nombre de faits allant dans ce sens.

On sait par exemple que plus d'un an avant l'arrivé de l'Institut-Christ-Roi-Souverains-Prêtre à l'église Saint-André, en janvier 2007, le Bloc Identitaire nous informait via « Novopress » que s'y tenait d'une « Messes pour le repos de l'âme de SM le roi Louis XVI » le 20 du même mois.

The image shows a screenshot of a Novopress article titled "Messes à la mémoire et aux intentions de S.M. le Roi de France Louis XVI". The article is dated January 18, 2007, and is categorized under "Culture". It features a portrait of Louis XVI and lists several messes held in various locations across France, including Paris, Amiens, Belloy-en-France, Pau, Bordeaux, Grenoble, and La Gaubretière. The article is shared on a social media platform, with a "Recommander" button and a "Soyez le premier de vos amis à recommander ça." prompt. A "RADIO COURTOISIE" sidebar on the right lists dates from 2012. Below the article, there is a "NOVOPRESS NEWSLETTER" sign-up form with the text "Gardez le contact ! Recevez par email les derniers articles publiés sur Novopress" and a search bar for "RECHERCHER SUR NOVOPRESS".

NOVOPRESS | FRANCE AGENCE DE PRESSE INDÉPENDANTE

Messes à la mémoire et aux intentions de S.M. le Roi de France Louis XVI

Posté par Novopress dans Culture le 18 janvier 2007 |

Recommander Soyez le premier de vos amis à recommander ça.

Messes à la mémoire et aux intentions de S.M. le Roi de France Louis XVI 0 tweets

20.01, Paris, 12 h.15: La messe traditionnelle célébrée à la demande du Cercle de l'Oeillet Blanc en l'église Saint-Germain l'Auxerrois (Paris 1^{er}), ancienne paroisse des Rois de France

20.01, Paris, 18 h.30, en l'église Saint-Nicolas-

20.01, Paris, 18 h.30, en l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, 23, rue des Bernardins, Paris Ve

20.01., AMIENS, 18 h.00, chapelle du Bon Pasteur.

20.01., BELLOY-en-FRANCE, 11 h.00. Tél. 03.44.57.65.85.

19.01., Pau, 18 h.30, Messe en mémoire du roi Louis XVI célébrée en l'église Sainte-Bernadette 10, boulevard des Corps-Franc-Pommiès.

20.01., BORDEAUX, 19 h.00, messe à la mémoire du Roi Louis XVI et aux intentions de la France. ?glise du Christ Rédempteur.

20.01., GRENOBLE, 18 h 30, église Saint-André.

20.01., La Gaubretière, 11 h.00, chapelle Notre-Dame de la Sainte Famille à Ramberge.

NP NOVOPRESS.INFO AGENCE DE PRESSE INDÉPENDANTE

RADIO COURTOISIE : LE BULLETIN DE RÉINFO

ven. 20 / 4 / 2012

NOVOPRESS NEWSLETTER

Gardez le contact !
Recevez par email les derniers articles publiés sur Novopress

Entrez votre adresse email

LIGNE DIRECTE
VOUS AVEZ TROUVÉ UNE INFORMATION INTÉRESSANTE ? ENVOYEZ-LE NOUS !

RECHERCHER SUR NOVOPRESS

Tout les ans dans toute la France intégristes catholiques et royalistes commémorent ainsi ce qu'il considère comme un "meurtre". Force est de constater qu'à Grenoble les nouveaux arrivants ont perpétué cette tradition puisque le 21 janvier de cette année 2012 s'y est tenue une « Messes pour le repos de l'âme de SM le roi Louis XVI »

Le Centre Lesdiguières
vous invite à la conférence de Monsieur l'Abbé
Jean-Paul TREZIERES
de l'Institut du Christ-Roi Souverain Prêtre
Chanoine de la Collégiale Saint André
sur
« Entre pauvreté et sainteté
Saint Jean-Marie VIANNEY
curé d'Ars, ambassadeur des prêtres »

Dans sa longue histoire l'Eglise a connu de nombreuses crises ; l'Esprit a toujours suscité des saints pour relever le défi. Pour clore le 150e anniversaire de la mort du curé d'Ars, une réflexion sur l'œuvre de rechristianisation au lendemain de la révolution française par les humbles moyens d'un curé d'une paroisse de 200 habitants.

Des liens qui se font dans un sens comme dans l'autre. En Janvier 2010 le site du Groupe de liaison royaliste « Les manants du roi » avait annoncé et appelait à participer à une conférence de Monsieur l'Abbé Jean-Paul Trézière sur « Entre pauvreté et sainteté Saint Jean-Marie VIANNEY curé d'Ars, ambassadeur des prêtres » le lundi 25 janvier 2010 à 20 h.

Rapellons que le chanoine Jean-Paul Trézière est le dirigeant de la Collégiale-Saint-André confié en 2008 par l'évêque De-Kerimel aux intégristes de l'ICRSP.

Abbé Jean-Paul SAVIGNAC

Jean-Paul Savignac, né le 12 juin 1943, Docteur en Théologie, Maître en Histoire, ordonné prêtre en 1971, incardiné dans la Prélature de l'Opus Dei, est aumônier dans l'enseignement primaire, secondaire et universitaire. Il exerce actuellement son ministère à Paris

Le Centre Lesdiguières vous invite à la conférence de Monsieur l'Abbé Jean-Paul SAVIGNAC,
Prêtre de l'Opus Dei, sur :
L'apport du christianisme aux sociétés occidentales

Un an plus tard le même site annonçait le 13 décembre 2010 à Grenoble Jean-Paul Savignac, prêtre de l'Opus Dei pour une autre conférence intitulée : « L'apport du christianisme aux sociétés occidentales »

L'un des participants des "Manants du Roi" est un sociologue grenoblois, Michel MICHEL, il est le responsable local de l'Action Française à Grenoble et dans l'Isère, représentant de l'Alliance pour la Souveraineté de la France dans l'Isère, membre du Conseil National Souverainiste.

Michel MICHEL (à gauche) en 2006 avec Pierre Pujol





Le Centre Lesdiguières
vous invite à la conférence de
Vincent DE SCHUYTENEER
SUR
**« DON CAMILLO :
une Eglise en renouveau
dans un monde sécularisé »**

Le 26 Octobre 2009 le même "Centre Lesdiguières" qui était à l'origine de la conférence de Jean-Paul Trézière, organise une conférence de Vincent de Schuyteneer intitulée « *DON CAMILLO : une Eglise en renouveau dans un monde sécularisé* »

Michel MICHEL avec Vincent de Schuyteneer



Il est évident que ce "Centre Lesdiguières" n'est qu'une association écran de l'Action Française à Grenoble pour organiser ses événements. Les conférences se tiennent au 1er étage du 10 Place de Lavalette à Grenoble.



Nous n'allons pas passer en revue tout les événements organisé par le "Centre Lesdiguières", nous nous contenterons de dire que les intervenants sont en général réactionnaire voir fasciste tout comme les thèmes abordés :

Le Centre Lesdiguières

vous invite à la conférence de
Stéphane Blanconnet,

professeur agrégé de lettres,
président du comité directeur de l'Action française.

sur

« Le féminisme dernier avatar de l'égalitarisme »

Comment le féminisme s'inscrit dans le déploiement de la modernité et, notamment, dans le développement de l'individualisme et de l'égalitarisme.

lundi 29 mars 2010 à 20 h.

salle 1er étage - 10 place Lavalette, 38000 Grenoble
(Tram arrêt : «Notre-Dame »).

La conférence sera suivie d'un buffet convivial
(Participation aux frais)

Centre Lesdiguières - 6, rue Berthe de Boissieux - 38000 – Grenoble

4 LA VIEILLE GARDE FASCISTE



Symbole

Accueil | Manifeste | Revue | **Dossiers** | Contact

Les Etudes Traditionnelles
Reedition des Etudes Traditionnelles par les Editions Traditionnelles
Contact

La prière du cœur selon Louis-Claude de Saint-Martin
par Michel Michel

Depuis sa disparition, la fonction de témoin de la tradition illuministe française qu'exerçait Robert Amadou, semble à présent revenir à Jean-Marc Vivenza. Celui-ci, délaissant les perspectives guénoniennes — on se souvient de son *Dictionnaire de René Guénon* (le Mercure

Rechercher:

Dossiers
▪ [Sommaires](#)

En 2007 [le royaliste grenoblois Michel Michel](#) publiait une "analyse critique de La Prière du Cœur selon Saint-Martin dit le "Philosophe Inconnu" (Arma Artis, 2007) dans la Revue en ligne Symbole. L'auteur de cet ouvrage s'appelle Jean marc Vivenza.



C'est à un vieux fasciste Grenoblois que nous avons à faire. Jean-Marc Vivenza est né en 1957, il a été militant à Troisième-Voie, au MNR, puis à Nouvelle Résistance et enfin proche de Synergie Européenne.

Nouvelle-Resistance est un groupuscule méconnu de l'extrême-droite française mais dont les acteurs grenoblois de l'époque (Vivenza et d'autres...) ont eu une certaine importance. Il vaut le coup que l'on s'attarde dessus :

Extrait de l'article « La Dialectique néo-fasciste, de l'entre-deux-guerres à l'entre-soi » de Nicolas Lebourg :

« Récusant le racisme pour l'ethnodifférencialisme, rejetant le nazisme comme le national-populisme au profit d'une lutte de libération nationale et sociale, les NR expriment ce positionnement avec une formule qui est la somme de slogans racistes nationaux-populistes et nationaux-socialistes... Nouvelle Résistance (NRE) naît d'une scission de TV (1991) qui se dit NB ; elle cite aussi bien Niekisch, Strasser, Yockey et Thiriart que Proudhon ou la Gauche Prolétarienne. Elle use aussi de ce slogan dans son discours ethnopluraliste anti-américain, mais l'une de ses principales sections édite un autocollant « A Grenoble comme à Rostock ! l'Europe aux Européens ! ». Le glissement s'est donc fait du géopolitique à l'ethnique, piste que suit NRE en se transformant en Unité Radicale (1998).

[...]

Le néo-tiersmondisme ND ou NR n'a pu être analysée comme une évolution à gauche que parce que la confusion faite entre éristique et idéologie a permis d'occulter la racine fasciste des projets, les influences aussi contradictoires de prime abord que l'Eurafrique, l'Eurasie ou le néo-racisme. Le nazisme peut se rapporter, sur le plan de l'idéal-type, à une équation où toutes les composantes sont liées à l'ethno-nationalisme palingénésique : fascisme radical + idéologie völkisch + concepts RC = nazisme – l'élément Hitler étant celui qui permet cette somme dans sa phase historique. Le « fascisme de gauche » que se veut un courant comme le nationalisme-révolutionnaire tend, par l'adoption même de sa thématique d'Imperium anti-impérialiste, à s'approcher grandement de cette alchimie. Rejetant sincèrement l'antisémitisme hitlérien, il reformule néanmoins les thèmes du Kulturbolschewismus produit par un Systemzeit cosmopolite et avide de destruction biologique de l'Européen. Ce n'est pas une dissimulation qui est à l'œuvre, mais le fait que le logos conduit à des topos même à l'encontre de l'auto-représentation de son émetteur. »

Ce militantisme de Jean-Marc Vivenza est notamment confirmé par un cadre de Troisième Voie, du MNR et de Nouvelle Résistance de l'époque André-Yves Beck.

L'entretien avec André-Yves Beck (MNR) qui suit a été publié dans le livre « Les Nouveaux nationalistes » du fasciste Christian Bouchet (ex Unité Radicale, MNR, FN...) :

« Qu'est-ce que vous a apporté Troisième voie ? [...] »

A Troisième voie, j'ai rencontré ou côtoyé des gens remarquables d'intelligence. Le chef, tout le monde le sait, était Jean-Gilles Malliarakis. Un orateur exceptionnel doté d'une formidable culture générale et possédant en outre une excellente plume. Je l'admirais. Mallia aurait pu être un autre Le Pen. Il lui manquait hélas le sérieux et l'ambition. Régner sur un groupuscule de quelques centaines de militants suffisait à assouvir ses fantasmes de leader maximo. Trois cents types défilant en cuir pour la Fête de Jeanne d'Arc et son plan quinquennal de militantisme était atteint ...

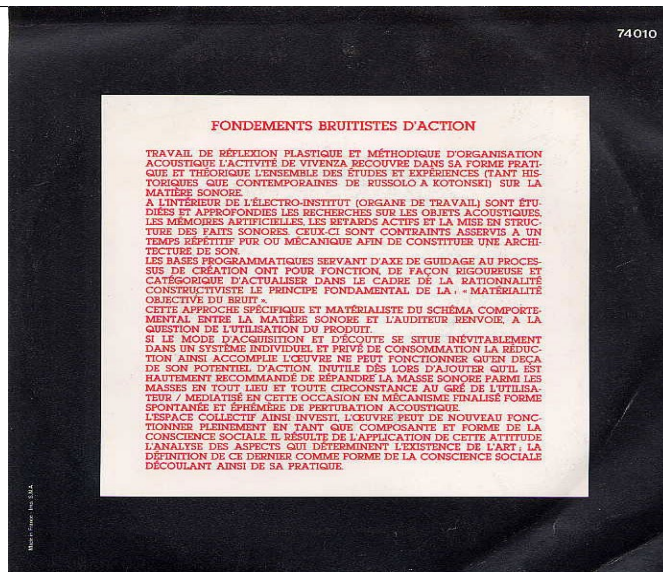
A ses côtés, on trouvait Bertrand Burgalat, un garçon fin et drôle, issu d'une excellente famille bourgeoise comme, je l'ai remarqué, beaucoup de " fafs " parisiens alors. J'ai depuis " revu " Burgalat en photo dans Voici au bras de Valérie Lemerrier ... Il y avait aussi l'étonnant Jean-Marc Vivenza et son OEuvre bruitiste que Le Monde de la musique avait dénoncé comme " fasciste ". Il y avait surtout de nombreux jeunes, lycéens et étudiants pour la plupart, tous déçus par le FN et qui firent là les meilleures classes militantes possibles. Ce qui n'empêchait pas certains d'entre nous, en tous les cas sur Grenoble, de faire bénévolement les campagnes du FN. »

Vivenza est par ailleurs un théoricien célèbre du bruitisme futuriste.

"...en France, plus directement influencé par L'Art des Bruits, Vivenza, vers 1980, affichant une volonté systématique d'utilisation stricte et étroite des bruits mécaniques réels, bien qu'il commença à travailler dès 1976 avec le groupe Glace puis en 1979 avec Mécanique Populaire, qui vit à Grenoble

au cœur d'une région très "industrialisée", réadapte les thèses de Luigi Russolo dont il se revendique, et s'empare des sons de l'industrie lourde de son environnement immédiat (sidérurgie, barrages, aciéries, etc.) pour produire des pièces acoustiques radicales, remettant en valeur et l'imposant par un discours théorique relativement établi et structuré, le terme même de "bruitisme" [1], pour en faire un genre particulier et original au sein du courant de la musique industrielle de l'époque.

Plusieurs éléments montrent à l'évidence le rôle de Vivenza dans l'origine de cette large popularisation, y compris à l'étranger, du terme bruitisme, dont, outre la publication dès 1983 d'une brochure largement diffusée, "Le Bruit et son rapport historique" ainsi que la création d'une structure intitulée "L'Oeuvre Bruitiste", en particulier la production en 1984 d'un disque qui fera date au sein de la scène industrielle et expérimentale : "Fondements Bruitistes", accompagné au verso d'un texte théorique : "Fondements Bruitistes d'Action" [1] [archive] qui revendiquait, affichant une volonté de le mettre réellement en pratique, l'héritage de L'Art des Bruits du futuriste italien Luigi Russolo" ([Wikipedia:Bruitisme](#))



Un travail qui n'a rien d'extra-politique, et encore moins d'objectif :

Extrait de l'article « Le rock identitaire français (3) » de la revue REFLEXes de Janvier 2010 :

« Globalement les jeunes natos de cette époque sont plutôt tournés vers la musique new wave et la scène électro-industrielle qui monte. Il a même existé un groupe faf de new wave, Force de Frappe [20], mais il n'a pas laissé énormément de traces. Les années 1980 et le début des années 1990 ont donc été très dures pour le militant nationaliste voulant écouter du rock sans tomber dans le RAC et le milieu skinhead. Il est alors obligé de se rabattre sur les valeurs sûres de la musique nationaliste déjà rencontrées ci-dessus, Docteur Merlin et Jean-Pax Méfret, mais il faut bien avouer que tout ça n'est pas très rock'n'roll. Il existe bien encore des groupes nationalistes en dehors des groupes skins, mais il s'agit de formations le plus souvent basées à l'étranger comme Laibach (fort prisé par les cadres de Troisième Voie [21] et par Bertrand Burgalat en particulier). Ce groupe slovène émerge à la fin des années 1980 porteur d'une image de groupe « totalitaire » à cause de ses choix politique-esthétiques. La réflexion du groupe porte en effet avant tout sur la condition des hommes face à l'héritage du totalitarisme bureaucratique, qu'il soit stalinien ou hitlérien, et sur les techniques artistiques à utiliser pour provoquer une réaction des masses. Laibach est alors le groupe le plus sulfureux d'une scène appelée à se

développer dans les années 1990, la musique électro-industrielle.

Ce concept lancé au milieu des années 1970 par l'artiste américain Monte Cazazza est à nettement séparer du bruitisme dont l'un des représentants français le plus célèbre est Jean-Marc Vivenza, basé à Grenoble, longtemps militant à Troisième Voie puis à Nouvelle Résistance. La musique qu'il produit depuis des années n'est pas assimilable à du rock, n'est d'ailleurs pas de la musique et ne prétend pas en être. Le bruitisme est en effet basé sur les travaux de Luigi Russolo qui en a défini les concepts dans un ouvrage intitulé Art des Bruits et publié en 1913. Vivenza se place dans une perspective qui est celle du futurisme historique et n'est donc pas susceptible d'être écouté par un public habitué à retrouver ses références pop ou rock. En outre, ces dernières années, Vivenza s'est surtout investi dans la philosophie en animant à Grenoble le Pôle philosophique Hélios, proche de Synergies Européennes et en publiant quelques ouvrages, parfois chez de « grands éditeurs » comme Albin Michel. S'il est le plus connu, Vivenza n'est d'ailleurs pas le seul animateur de cette scène et l'on pourrait citer également Philippe Laurent sur le même créneau. »

Extrait de l'article « Zik & Zina. Quand la musique fait boum... » de la revue REFLEXes de décembre 2004 :

« ...Grégory Ombruck, un aixois d'un trentaine d'année, responsable de Nouvelle Résistance pour la région d'Aix Marseille. En fait Napalm Rock et Gregory Ombruck ont pris la succession de l'équipe de Forum Provence. En effet cette dernière s'est dissoute en janvier 1995 et a quitté Nouvelle Résistance : ses principaux animateurs Thierry Mudry et Christiane Pigace, choisissant de rejoindre la scission du GRECE, Synergies Européennes. Nouvelle Résistance qui avait essayé de noyauter cette structure a finalement été virée de celle-ci.

C'est au début de juin 1996 que Ombruck reforme un groupe de Nouvelle Résistance sur Aix-Marseille avant de créer une coordination avec le groupe de Toulon, dirigé par Gilles Pilard. En juillet de la même année, on retrouve Ombruck à l'université d'été du GRECE qui se déroule comme chaque année dans une propriété appartenant au groupe de recherche depuis 1972, la Domus Europa. Cette propriété se trouve non loin de Aix, dans un village du nom de Ventabren. Le mois suivant, Ombruck va participer au deuxième congrès de NR qui a lieu à Valenciennes. À la fin de celui-ci il fera partie d'une délégation qui se rendra au grand rassemblement nationaliste de Dixmude. Outre son zine, Ombruck organise par l'intermédiaire de son association Metal Assaut des concerts, l'un d'entre eux l'a été en collaboration avec l'office municipal de la culture et de la ville d'Orange. Il est vrai que l'on trouve au service de communication de ville un militant NR, André-Yves Beck. Bizarrement, alors que le nom de la revue a été abondamment citée dans la presse et à la télévision, Ombruck et ses petits camarades n'ont pas été inquiétés par les services de police chargé de l'affaire.

[...]

Outre le death metal et la Oi anticapitaliste, Nouvelle Résistance s'intéresse aussi de très près à la musique industrielle dont elle rend compte régulièrement dans une chronique

intitulée « Bruits européens » qui recense les dernières productions de ce courant musical. Notamment ceux des groupes politiquement proches, comme celle de Jean-Marc Vivenza, qui préside aux destinées de l'OEuvre bruitiste et qui fut un cadre du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire, de Troisième Voie et de Nouvelle Résistance et qui est aujourd'hui proche de Synergies Européennes. »

Jean-Marc Vivenza a par ailleurs gardé une certaine activité politique. En témoignent des articles dont il est l'auteur sur le site "d'information" Novopress géré par le Bloc Identitaire.

Depuis le début des années 90 Vivenza a réorienté ses travaux vers la philosophie où tout du moins quelque chose de plus métaphysique. Il se base principalement sur les travaux du fasciste [Julius Evola](#) et d'Heidegger.

Il a depuis publié un nombre assez incroyable d'études, d'articles et d'ouvrages ésotriques, paganistes et fascisant. Les liens entre occultisme et fascisme sont depuis longtemps établis et ne datent pas d'hier.

Dans deux de ses articles la revue REFLEXes explique ces liens.

« Christian Bouchet : Docteur Jeckyll ou Mister Hyde » REFLEXes Automne 1998

[...] Par ailleurs, les liens entre occultisme et nationalisme sont pour le moins anciens. C'était par exemple le cas de la société fondée en mars 1908 par l'Allemand Guido von List et qui réunissait des militants nationalistes, pangermanistes, occultistes (théosophistes) et antisémites. List lui-même conçut un projet impérial qui s'appuyait sur un assujettissement impitoyable des non-Aryens aux Aryens.

Ces conceptions politico-mystiques s'inscrivaient dans un vaste mouvement de pensée dont les nazis ont hérité au début des années 1920 via la Société Thulé issue du Germanenorden. Le fascisme italien a d'ailleurs eu la plus grande part de sympathie des occultistes européens des années 1920. Quant à l'OTO du début du siècle, il est issu de la fusion typiquement allemande entre héritage templier et rites maçonniques déviants. De fait, comme le souligne Bouchet dans son droit de réponse à Golias, l'OTO était un ordre templier calqué sur la franc-maçonnerie. Néanmoins, la proximité spirituelle avec d'autres ordres comme l'Ordo Novi Templi fondé en 1907 comme une association aryenne d'aide mutuelle, avec le but de promouvoir la conscience raciale par la recherche généalogique et héraldique, les concours de beauté et la fondation de communautés racistes dans les régions sous-développées du monde, fait de l'OTO un ordre occultiste bien plus proche, de façon anachronique, des préoccupations du Reichführer SS Himmler que de celles des petits chanteurs à la croix de bois.[...]

Terre & Peuple :: Quand les Gaulois sont dans la peine... REFLEXes Octobre 2007

[...] Parallèlement à cette quête « raciale », le courant völkisch développe tout un intérêt pour l'occultisme, en particulier en Allemagne du Sud et en Autriche, terres catholiques s'il en est. La principale conséquence de cet intérêt fut la création de petites sectes occultistes et surtout un intérêt appuyé pour les runes, ancien alphabet nordique dont les vertus divinatoires supposées ne pouvaient que les attirer. De ces catholiques autrichiens apostats est venu également un antisémitisme typiquement lié à leur origine et conjugué

sur le mode classique du conspirationnisme. D'autres tendances du mouvement désirèrent cependant simplement refonder une religion purement allemande. Certains optèrent pour la thèse fantaisiste du « Christ aryen » développée par Houston Stewart Chamberlain dans ses *Fondements* du XIXe siècle publié en 1899. Luther était à leurs yeux l'émancipateur de l'âme allemande, désormais libérée du carcan méditerranéen et despotique de Rome. Ils prétendaient achever la Réforme en purgeant le christianisme de son contenu spirituel sémitique. L'absurdité théorique et l'impossibilité pratique d'un tel projet n'échappèrent cependant pas aux plus lucides qui se tournèrent alors vers le paganisme nordique ou vers une « religiosité indo-européenne » plus large.

Cette quête des racines de « l'âme allemande » amène les « Völkischen » à porter une attention particulière aux traditions populaires (fêtes, folklore, coutumes) où, sous le vernis chrétien, se perpétuent des éléments beaucoup plus anciens, d'origine païenne. Dans le même esprit, ils accordent une grande importance au paysage et leur position est celle d'une écologie intégrale avant même que cette notion ne connaisse la popularité qui est la sienne à partir des années 1960. Défenseur de « l'art du terroir », ils créent ainsi un mode de vie alternatif relativement hors norme pour l'époque. Enfin, très attachés aux vertus privées du lignage et aux identités locales, les « Völkischen » ont relativement peu théorisé sur ce qui leur semblerait l'État idéal, la majorité se retrouvant dans la conception de l'empire germanique avec ses libertés locales. On retrouve nombre de ces orientations dans les choix idéologiques de *Terre & Peuple* : attachement aux coutumes locales et paysannes, spiritualité païenne affirmée et revendiquée, référence permanente à l'enracinement. [...]



Le propriétaire de Terre Celtique (située 40, cours Berriat à Grenoble) est un dénommé Christian Mollier ancien du MNR qui s'est illustré publiquement à deux reprises. La première est l'attaque d'une conférence de l'association ALI (amitiés et liens France-Maghreb) sur l'immigration qui lui vaudras son exclusion du MNR et une peine de 10 mois de prison avec sursis et 5 ans de privation de droit civique. Le président d'ALIF avait suite à cela reçu des menaces, puis sa femme a été agressée et torturée (il paraît évident que Mollier n'est pas étranger à cette agression).

Terres-Celtiques est le second établissement de l'entreprise principale de Mollier la quincaillerie « Au deux cours » (située 42 cours Berriat à Grenoble). L'entreprise « Quincaillerie des deux Cours », dirigée par Mollier, a été créée en



01 janvier 1981. L'entreprise est une Autre société à responsabilité limitée au capital de 7 622 EURO , son siège est immatriculé auprès des greffes et tribunaux de la ville de Grenoble. Elle est enregistrée avec le code APE 4752A qui correspond au secteur Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m²).

(SIRET :320 839 012 00012, RCS :320 839 012, Tél. :04 76 46 05 25, Fax :04 76 46 69 75, Code NAF :4752A, Date de début d'activité : 02/02/1981, Statut : Siège et principal, Forme juridique : SARL, Dirigeant : Christian MOLLIER, Code APE 4752A)

Rien d'étonnant au fait que les fascistes locaux et toute la sphère qui les entoure traînent à terre celtique étant donné les liens de celle-ci avec la revue « Terre & Peuple » et le GRECE. De plus à une certaine époque les anciens d'Unité Radicale qui fondèrent ensuite les identitaires ont soutenus le MNR que représentait Mollier à Grenoble. Terre celtique vend ses produits sur le catalogue fasciste « durandal » de DEFI (Diffusion des Éditeurs Français Indépendants). En plus des drapeau à croix celtiques, t-shirt ornés de totenkopf, revues d'extrême-droite et autres saloperies vendue en magasins, « Terre Celtique » dispose d'une arrière salle ou sont vendu tout un tas de choses un peu moins légale (propagande et matériel néo-fasciste/nazi, armes etc...).

Extrait de l'article « Un mégrétiste mis en examen. » de Liberation le 22 novembre 1999 :

Christian Mollier, représentant du MNR (Mouvement national républicain) en Isère, a été mis en examen samedi pour « injures raciales et port d'armes ». Jeudi soir, un commando d'une vingtaine d'individus, dont certains munis de manches de pioche et de battes de base-ball, avaient perturbé une conférence sur l'immigration algérienne organisée à Grenoble. Ils avaient chanté la Marseillaise, renversé la table de conférence et harangué la salle avec des propos racistes. Deux d'entre eux ont été mis en examen, trois autres placés en garde à vue. L'un d'eux a expliqué qu'ils voulaient simplement fêter le beaujolais nouveau. C'est le MNR, dans un communiqué, qui a pris l'initiative de révéler l'identité de l'un des mis en examen, pour annoncer sa radiation immédiate.

Extrait de l'article « Harcelé dans sa chair par le racisme. A Grenoble l'épouse d'un militant de l'intégration torturée » du quotidien Libération le 16 février 2000

Derrière le drap tendu sur le mur, il y a écrit en rouge : « melon, bicot, raton ». Dans le salon, une femme menue, la cinquantaine, fume cigarette sur cigarette. Elle a des bleus sur le corps et elle boite. Shafia Daoud tient le coup comme elle peut. Elle dit crânement : « J'ai du courage, je ne me laisserai pas faire. » Mais ça lui fait encore trop mal de raconter ce qui lui est arrivé.

Mercredi dernier, dans l'après-midi, deux hommes qui se faisaient passer pour des policiers sont entrés dans son appartement grenoblois. Ils l'ont bâillonnée. Lui ont brûlé la plante des pieds, les ont tailladés avec un cutter. Puis l'un d'eux a lâché : « C'est comme ça que faisaient les paras en Algérie. Comme ça, vous n'irez plus porter plainte. » Leur coup était bien préparé. Ils portaient des lentilles de couleur pour qu'on ne les reconnaisse pas. Avant de partir, ils ont laissé une enveloppe couverte d'un film pour masquer leurs empreintes. Il y était écrit : « Nous mettons notre projet à exécution. »

Première agression. Le projet est vague. Mais il est raciste et odieux. Et les Daoud font remonter son origine au 18 novembre. Ce jour-là, l'Alif, Amitié et lien France-Maghreb,

que dirige Chadli Daoud, le mari de Shafia, organise au musée dauphinois une conférence avec Mohamed Harbi, historien de l'immigration algérienne en France, pour illustrer l'exposition « D'Isère et du Maghreb, pour que la vie continue ». Une vingtaine de personnes, dont certaines étaient armées de battes de base-ball et portaient la croix celtique, entrent dans la salle de conférences, renversent la tribune, chantent la Marseillaise et jettent des boules puantes. Ils évoquent la profanation d'un lieu saint - la salle se trouve dans une ancienne église - et crient : « La France aux Français ! » La police interpelle cinq personnes, dont Christian Moullier, membre (radié depuis) du Mouvement national républicain de Bruno Mégret. Avec Alain Paquier, un sympathisant du MNR, ils sont mis en examen. Christian Moullier confie aujourd'hui qu'on a voulu faire de cette intrusion quelque chose d'exceptionnel, alors même que les slogans prononcés ce jour-là faisaient partie « des choses habituelles ». Habituelles comme : « Les fellaghas à la casbah ! »

Depuis cette journée, les Daoud reçoivent une lettre anonyme par semaine. Faites de petits mots découpés et collés, elles donnent de l'Hexagone une image singulière. Dans l'une, on parle de « France propre » où « les microbes (les Arabes, ndlr) ont vraiment disparu ». Dans l'autre, il est question de « nettoyer ». Une troisième prône le « retour des immigrés dans leur pays d'origine » ou d'« inventer quelques techniques de disparition ». Si l'on écrit aux Daoud, on leur téléphone aussi. Le 25 novembre, Shafia décroche et prend en note : « Eh, la moukère ! Les juifs nous ont baisés, les Arabes ne nous enculeront pas. »

Extrait de l'article « Scènes de racisme dans nos Alpes » de la revue Le Passant Ordinaire mars/avril 2000 :

Le 18 novembre dernier, Mohammed Harbi, historien et ancien membre du FLN, était invité par l'association ALIF (amitiés et liens France-Maghreb), au Musée dauphinois de Grenoble pour une conférence sur l'immigration en France. Des individus cagoulés avaient fait irruption dans la salle en proférant des injures racistes, brisé du mobilier et lancé des tracts signés du Comité nationaliste autonome. Parmi eux, fut mis en examen pour « dégradations en réunion, injures raciales et incitation à la haine raciale » Christian Mollier, militant du MNR (radié depuis). Suite à cette agression, le directeur et le président d'ALIF reçurent des menaces et des injures d'un autre âge : « Raton, creuse ta tombe », et diverses insanités du genre, le tout en lettres de presse découpées et recollées.

A la veille d'une autre conférence, avec Benjamin Stora (historien spécialiste du Maghreb), les menaces sont passées à exécution. La femme du directeur d'ALIF, Chadli Daoud, a été agressée chez elle, le mercredi 9 février, par deux individus à visage découvert se faisant passer pour des policiers. Tortures avec brûlures et coups de cutter, du travail de nazillons dans la plus grande tradition de lâcheté qui caractérise ces gens-là. Là aussi, des slogans racistes : « raton », « bicot », et « melon », et d'autres menaces proférées à l'encontre de la famille.

On est en droit de se demander comment une telle agression a pu avoir lieu, alors que les services de police étaient prévenus depuis le début de cette affaire. Déjà, une agression contre des militants de Ras l'front s'était soldée par un jugement sur des dégâts matériels : pas de sanction. Par de tels actes, les agresseurs touchent une communauté entière, mais

aussi une personne salariée d'une association dans son travail et dans sa vie privée. Il semblerait qu'une certaine passivité de la police et de la justice laisse libre court à des agissements auxquels on peut légitimement soupçonner qu'ils acquiescent, et qu'ils s'en rendent complices. Selon les services de police et le Parquet, « aucun élément pour l'instant ne permet de rapprocher les deux affaires et d'affirmer que l'agression de Mme Daoud est le fait de membres issus de l'extrême droite ». Non, rien en effet, juste des menaces, des insultes, suivis peu après de sévices corporels... Un passage à l'acte explicite pourtant.

Extrait de l'article : « Extrême droite. Un mois et demi après l'agression de Shafia Daoud à Grenoble, ses auteurs courent toujours. » du quotidien l'Humanité le 31 Mars 2000

Le 9 février 2000, en début d'après-midi, on frappe au domicile de Shafia Daoud à Grenoble. Deux hommes se présentent comme policiers, carte bleu-blanc-rouge à la main. Ils viennent, disent-ils, dans le cadre de l'enquête sur les lettres anonymes qu'a reçues son mari, Chadli Daoud, directeur de l'association grenobloise Amitiés et liens France-Maghreb. Aussitôt entrés, ils referment la porte. L'un saisit Shafia Daoud par-derrière, la force à s'allonger. L'insupportable commence. Shafia ferme les yeux. Ne bouge plus. L'histoire de son peuple lui a appris que se débattre pousse les agresseurs à aller toujours plus loin. Entailles au cutter sous les pieds, brûlures avec un briquet électronique, menaces et injures : " Si tu gueules, on te crève ", " c'est ça que faisaient les paras, vous n'irez plus porter plainte..." Ils la laisseront évanouie. Avant de claquer la porte, ils bombent les murs et jettent une lettre, toujours anonyme : " On a mis nos menaces à exécution." Shafia mettra plusieurs jours avant de pouvoir surmonter l'horreur d'avouer au médecin et à son avocat que ses agresseurs sont allés beaucoup plus loin : viol avec un bâton, fellation " avec une capote, parce qu'avec une Arabe, on va prendre le sida ".

Le réquisitoire du parquet, qui attend jusqu'au 16 février pour porter l'affaire devant un juge d'instruction, parle de " violences et voies de fait avec arme, tentative de viol et injures raciales. " L'instruction sera finalement confiée au juge Vaucheret qui aurait la possibilité, en cas de mise en examen, d'ouvrir le dossier pour " actes de torture et de barbarie, tentative de viol et injures raciales commis par plusieurs personnes ". Une requalification attendue par les avocats mais qui dépend de la présentation de suspects.

Les prémises d'un crime

L'agression de Shafia Daoud a eu lieu dans un contexte précis, déterminant. Trois mois auparavant, le 17 novembre 1999, le Musée dauphinois, à Grenoble, recevait en effet un appel téléphonique l'avertissant que, le lendemain, la conférence avec Mohammed Harbi, enseignant à Paris-VIII, historien de l'immigration algérienne en France, ancien membre influent du FLN, expulsé d'Algérie en 1973, sera l'objet d'une attaque de l'extrême droite. Et le 18, un commando d'une vingtaine de personnes envahit le musée. Agressions verbales et menaces fusent, avec battes de base-ball, matraques, bombes lacrymogènes, revolvers à la ceinture, armes de poing. On chante la Marseillaise et on crie " FLN assassin ". La police, pourtant prévenue des menaces de la veille, est absente, elle met une

demi-heure à intervenir, en se contentant de bloquer, sur le quai, la route et l'escalier qui dévalent du musée, mais laissant libres l'accès au sommet de La Bastille (1) et les chemins de traverse. Elle interpellera finalement cinq personnes, parmi lesquelles un Toulonnais, venu fêter le beaujolais nouveau avec un couteau à cran d'arrêt et un faux numéro de téléphone. Il ne sera pas inquiété. Alain Paquier, sympathisant du Mouvement national républicain de Bruno Mégret et Christian Mollier seront mis en examen.

Christian Mollier n'est pas n'importe qui. Tenancier, entre autre, d'une petite boutique intitulée " Terre celtique ", un modèle du genre, il a été candidat du mouvement de Mégret aux élections régionales de juin 1999. Il est connu des services de police pour avoir participé, avec une rare violence, à un commando contre des militants de Ras l'Front à Voiron. Il a seulement été condamné à une amende pour réparer le rétroviseur de la voiture qu'il a poursuivie et à une suspension de permis de conduire. Il est radié du MNR au lendemain de l'attaque du musée. Pour s'être fait prendre, sans doute.

Chadli Daoud reçoit, lui, des lettres anonymes, comme le président de l'ALIF, Nadir Boumaza : " Nous n'acceptons pas qu'un étranger pourchasse les citoyens français... le recours à la violence... la mort à l'encontre du président, du directeur... pour l'an 2000 partez chez vous on vous souhaite de bonnes fêtes... ". Shafia Daoud prend en note les coups de téléphone : " Eh, la moukère ! les juifs nous ont baisés, les Arabes ne nous enculeront pas. " Les lettres sont confiées au juge qui instruit la plainte du musée, mais il ne les transmet pas immédiatement au procureur, entraînant des défauts de procédure. Il n'y aura pas de protection autour des dirigeants de l'ALIF. Et, le 9 février, veille d'une autre conférence au Musée dauphinois et du passage en appel de la recevabilité de la plainte, Shafia Daoud, âgée d'une cinquantaine d'années, est agressée

Extrait de l'article « Les deux agressions sont signée » du quotidien l'Humanité le 31 Mars 2000

Jean-Claude Duclos est conservateur du Musée dauphinois et du Musée de la Résistance à Grenoble organisateurs d'une exposition violemment critiquée par des organisations de rapatriés et l'extrême droite. Comment avez-vous ressenti l'agression de Mme Daoud ?

Jean-Claude Duclos. Cela a été insupportable. Le groupe voulait empêcher que la conférence ait lieu, mais il n'y a pas réussi. Nous avons réuni le public et le conférencier qui a courageusement accepté de parler dans un autre lieu. Mais ce n'est pas grand-chose à côté de ce qu'a subi Shafia Daoud, la veille d'une autre conférence sur l'immigration. Et, pour moi les deux éléments sont complètement liés. Je ne vois pas comment on pourrait les dissocier. M. Daoud a reçu des lettres de menaces graves quelques jours après cette conférence de Mohammed Harbi. On ne peut pas s'empêcher de faire un lien. En outre, je ne peux pas imaginer non plus que l'agression de Mme Daoud puisse venir d'associations de la communauté maghrébine, surtout après l'expérience des rapports que nous avons entretenus pendant un an avec elles. Il n'y a pas de haine, jamais. De la souffrance oui. Mais qui n'incrimine personne. Qu'on puisse échafauder ce type de soupçon, cela me dépasse complètement. Les mouvements extrémistes à Grenoble sont toujours des manifestations de l'extrême droite. Elle est là, bien présente. On est un peu aveuglé par l'image d'une ville orientée à gauche, ouverte, généreuse. Mais on oublie que la réalité est différente.

Extrait de l'article « Gilles Soulas ou le faf de petite vertu » de la revue REFLEXes automne 1998 :

L'extrême droite a de l'argent, beaucoup d'argent... Financé très largement par les fonds publics, en l'occurrence 41 millions de francs par an, et par quelques généreux donateurs, le FN est devenu une véritable pompe à fric, avec tous les enjeux que cela comporte.

[...]

Le RIF est au coeur d'une opération de séduction menée en direction de la jeunesse, avec des résultats variables, il est vrai. La création de structures de ce type correspond également au désir de pouvoir faire profiter certains militants de l'extension du mouvement nationaliste en leur garantissant des emplois commerciaux plus ou moins stables. De fait, il faut rapprocher l'apparition de Memorial Records de celle de DEFI, Diffusion des Éditeurs Français Indépendants. Cette SARL de 50 000 francs a été officiellement créée en janvier 1997 par l'association des Éditions nationales, présidée par Bruno Mégret, dont la principale activité est l'édition des ouvrages écrits par des cadres frontistes, dont Mégret au premier chef. DEFI s'est lancée dans la vente par correspondance et son catalogue, Durandal, est un bon recueil de tout ce qui se fait à l'extrême droite, des livres d'Emmanuel Ratier aux disques de RIF en passant par les bijoux celtiques de Terres celtiques, boutique « enracinée » de Grenoble. Or les personnes qui font vivre DEFI sont bien représentatives de cette génération de militants qui contrairement à la précédente n'est pas obligée d'investir la droite parlementaire pour se reconverter : le gérant est Damien Bariller, né en 1967, lieutenant de longue date de B. Mégret, et le responsable des ventes est Philippe Schleiter (dit Philippe Sevrans), coordinateur national du Renouveau Étudiant. Par ailleurs, le catalogue Durandal est élaboré par Riwal Communication, que les fidèles lecteurs de REFLEXes connaissent bien [14], véritable pépinière d'anciens militants du GUD [15]. Cette offensive en direction de la jeunesse s'est également traduite par la quasi mise sous tutelle de Réfléchir & Agir [16] par G. Soulas.

[...]

Au delà de cette offensive en direction de la jeunesse, tous ces éléments montrent la montée en puissance autour de B. Mégret de militants qui passaient jusqu'alors pour des seconds couteaux du nationalisme et dont G. Soulas est un bon représentant.

Notes :

[14] Cf. REFLEXes n°51, « L'oeil de Damas ».

[15] Le FN canal lepéniste n'est pas demeuré en reste avec la création l'année dernière de la SARL DLP (Diffusion Livres & Presse), dont les actionnaires et gérant ne sont pas, il est vrai, nés de la dernière pluie !

[16] Cf. REFLEXes n°51, « Réfléchir ou Agir, il faut choisir ».

Extrait de l'article REFLEXes « Le MNR de vie... à trépas ? » janvier 2003 :

Parti créé en septembre 1999, le MNR présente plusieurs visages et véhicule de multiples ambiguïtés sur lesquelles il nous faut revenir. Il est clair que ce sigle vise à satisfaire tout le monde, aussi bien l'aile modérée tentée par le souverainisme à la Pasqua (rappelons que Jean-Marie Le Pen n'a alors jamais conclu l'un de ses discours par « Vive la République ! ») que les radicaux à qui cela doit rappeler le bon temps du solidarisme. Par ailleurs, le logo choisi est celui qui était déjà utilisé par les CAR (Comités d'Action Républicaine) du temps où Mégret était encore au RPR, au début des années 1980, et qu'il essayait de ratisser à l'extrême droite. Mais dans le même temps, le mouvement monte un « Observatoire national de l'islamisation de la France », sous la direction du vieux partisan d'Israël Jean-Claude Rolinat et de Jean-Pierre Pagès-Schweitzer ou met en place, pour concurrencer l'AGRIF, un numéro de téléphone contre le racisme anti-français. Ces contradictions n'ont cessé de s'exprimer depuis sous de multiples formes. On peut citer par exemple l'hostilité exprimée par de nombreux cadres envers l'action menée en 2001 au nom des valeurs judéo-chrétiennes par le président de l'association Promouvoir, André Bonnet, responsable MNR pour le Vaucluse, contre Michel Houellebecq, alors que celui-ci était considéré comme un allié objectif pour ses diatribes anti-musulmanes. Mais ce sont surtout les départs et exclusions qui ont le mieux mis en évidence ces conflits de tactique et orientation. Cela a été le cas en Aquitaine, avec les départs de François-Régis Taveau, France Prenat et surtout Eddy Marsan, conseiller régional à l'origine de l'Alternative nationale, petit regroupement nationaliste-révolutionnaire. Mais cela explique aussi le départ du couple Marie-Caroline Le Pen-Philippe Olivier, tous deux conseillers régionaux, quittant le MNR pour protester contre les propos « racialisés » tenus par Pierre Vial dans une assemblée de Terre & Peuple. À l'inverse, d'autres militants partent en constatant que la radicalité du MNR a des limites très étroites comme par exemple l'un des responsables grenoblois, Christian Mollier, poursuivi après des actes de violence, en particulier contre des associations maghrébines, et désavoué immédiatement par les instances du MNR. D'après Eddy Marsan, ces contradictions apparentes n'en seraient pas puisqu'elles s'inscriraient au cœur de la démarche du MNR, à savoir constituer l'aile dure de la droite et ainsi affaiblir le FN. C'est dans ce cadre qu'il faudrait interpréter le soutien inconditionnel des nationalistes-révolutionnaires d'Unité radicale au MNR, malgré ses positions atlantistes et pro-israéliennes par exemple. En tout état de cause, cette confusion, voulue ou non, n'a pas contribué à faciliter la construction du MNR.

Extrait de l'article « Le fil identitaire » du site REFLEXes novembre 2004 :

C'est donc cette thématique que l'on retrouve dans Terre & Peuple - La revue qui marche de plus en plus sur les brisées du GRECE ancienne mouture. On y trouve une rubrique qui figurait autrefois dans Éléments sur les traditions populaires européennes. Il est d'ailleurs à noter que la revue multiplie les hommages et clin d'œil au GRECE, que ce soit avec un compte rendu élogieux des derniers numéros d'Éléments, en particulier celui consacré à l'Europe, ou des encarts consacrés au château de Roquefavour (Ventabren), propriété du GRECE, à partir duquel M. Rollet, « greciste » historique, anime le bulletin L'Âtre. Mais

c'est aussi la thématique des premiers ouvrages publiés par la nouvelle SARL de presse lancée par Pierre Vial, les Éditions de la Forêt. Mais il existe bien d'autres structures diffusant ce type de discours du « retour aux racines » :

- journaux « enracinés » comme le bulletin Alternative Europe(1) ou le trimestriel Utlagi(2), Montségur(3) ou Le Lansquenet(4) à Aix, Gwenn Ha Du en Bretagne ou Solaria en Alsace, trimestriel animé par Jean-Christophe Mathelin et rattaché à la Maison du Soleil(5) (centre d'études solaires) à Diedendorf ;
- petites maisons d'édition comme le Veilleur de Proue, affiliée au Mouvement de la Jeunesse Normande (MJN, lié au Mouvement normand dont le président est Didier Patte, ancien membre de Nouvelle Résistance) et qui éditent des brochures de paganisme nordique ;
- ateliers artisanaux comme l'Atelier de l'Elfe ou l'Atelier des Léopards d'Or à Remiremont ou les « boutiques d'artisanat enraciné » comme Lou Paradou à Nice ou Terres celtiques à Grenoble. Cette boutique animée par de vieux militants NR grenoblois déjà à l'œuvre du temps de la revue Noir & Rouge se veut à la fois pôle de diffusion de vêtements (surplus, T-Shirts mytho, fringues skinheads), de bibelots pour « décorer son petit bunker » (sic) (emblèmes médiévaux, fanions nazis, etc.), de livres et de CDs, de boissons et enfin d'armes (matraques, poings américains...) et pôle de regroupement NR autour de l'association La Bagaude. D'après eux, tout cela ne vaut pas « une charge de panzers au petit matin » mais apparemment ils s'en contentent... Le gérant-propriétaire Christian Mollier ainsi que d'autres militants MNR de l'Isère ont d'ailleurs été poursuivis l'année dernière pour l'attaque d'un meeting sur l'immigration algérienne en novembre 1999. Même si le tribunal correctionnel a été obligé d'abandonner les accusations de coups et blessures, port d'armes, en raison de l'imprécision des témoignages, les inculpés ont été jugés pour « entrave concertée à la liberté de réunion » et surtout pour « incitation à la haine raciale » pour divers slogans. Ils ont été condamnés les uns et les autres à des amendes, à des peines de prison avec sursis (10 mois) et à la privation de leurs droits civiques (5 ans). Le lâchage par le MNR a aussitôt poussé Mollier dans les bras du FN, ce qui a valu de nouvelles poursuites au responsable local de ce parti, Georges Theil, pour des propos négationnistes.

Notes :

(1). Ancienne scission alsacienne de Nouvelle Résistance, dont les animateurs s'affirment « militants européens convaincus, pour qui l'Alsace ne pourra se développer pleinement uniquement dans le cadre d'une Europe fédérale des régions, où la conscience identitaire européenne sera affirmée face à l'impérialisme américain et face à l'immigration extra-européenne ».

(2). Cela signifie hors-la-loi. Ce journal est implanté en Bretagne, en Normandie et dans le Maine.

(3). Né en 2000 de la réunion des anciennes équipes de l'Avant-Garde Jeunesse (Stéphane Parédé, responsable MNJ et UR à Nîmes), Parcours d'Europe (Bruno Favrit), Auda Isarn et des militants occitans isolés

(4). Assez curieusement, sans doute parce qu'ils n'y connaissent rien, les rédacteurs encensent le CCI (Courant Communiste Internationaliste) c'est-à-dire l'ultra-gauche conseilliste, ce groupuscule étant traditionnellement hostile à l'antifascisme.

(5). Ce centre produit des bijoux, posters, calendriers, etc. Il est vivement recommandé aussi bien par Ratier que par les NR ou encore par Terre & Peuple.

5 LES IDENTITAIRES

Après un passage au FN qui débute à la fin des années 70 André-Yves Beck rentre en 1986 à Troisième-Voie à l'époque dirigé par Jean-Gilles Maliarakis, il y passera cinq ans ([au côté de Jean-Marc Vivenza](#)) et fait parti du bureau politique de cette organisation. En 1991 c'est la fin de Troisième voie. Elle est due à la scission entre la tendance de JJM qui prône un rapprochement avec le FN et les adversaires d'un tel rapprochement, "Les Tercéristes Radicaux" d'Alternative Tercériste, tendance à laquelle appartiennent André-Yves Beck et Jean-Marc Vivenza.



Après l'éclatement de TV, les "Tercéristes Radicaux" fondent Nouvelle Résistance premier, André-Yves Beck appartient au bureau exécutif de l'organisation au côté de Christian Bouchet (également ancien membre du bureau politique de TV), Bruno Gayot et Thierry Mudry.

Il sera reconduit dans ses fonctions au bureau politique de Nouvelle-Résistance en 1995 avant d'être exclu en 1996.

Mais que faisait tout ce beau monde grenoblois du MNR et de Nouvelle Résistance au début des années 90 et de Nouvelle-Résistance ?

Une dizaine de Grenoblois NR dont André-Yves Beck se sont rendu en 1991 en Croatie et se sont engagé comme mercenaire dans les Brigade spéciale anti-terroriste où "Légion-Noire Croate"...

Extrait de l'article « Les phalanges du désordre noir » de la revue REFLEXes de novembre 1993 (une autre version a depuis été publiée en Janvier 2007 intitulée ["Ex-Yougoslavie : les phalanges"](#) :

Fin 1991, des mercenaires français s'engagent dans la Légion noire croate (ou Brigade spéciale anti-terroriste) dirigée et financée par un Croate, Mladen (surnommé Mladen le Noir). La Légion et son chef tirent leur surnom de la couleur de leurs uniformes. Mladen aurait vécu sept ans en Suède où il tenait un restaurant avant de rentrer en 1990 en Croatie à Zagreb où il créa une agence de voyage et une entreprise d'import-export de fruits et légumes. Il aurait vendu l'ensemble de ses biens 550 000 DM pour financer son groupe militaire.

Parmi les Français engagés dans cette Légion noire croate, des militants de l'organisation nationaliste-révolutionnaire Nouvelle Résistance : Nouvelle Résistance était en pleine création pendant l'été 1991, lorsque des militants de la région Rhône-Alpes

et de Nice partirent chez les Croates. Les premiers à partir ont été deux Lyonnais : un militant NR Damien Lamotte et un militant NS Stéphane Pezon (alias Le Fauconnier). Ensuite, un groupe de Grenoblois s'est rendu à l'automne en Croatie, dont le leader local de Nouvelle Résistance André-Yves Beck. Des militants du Sud-Est et d'Angers ont aussi combattu dans les rangs croates. Nouvelle Résistance aurait maintenu une présence chez les Croates depuis ce temps-là, même si ses militants ne sont restés pour la plupart que quelques mois. Fin 1991, un de leurs militants, « Pierre André B. » fut grièvement blessé par l'explosion d'un obus et un militant nationaliste-révolutionnaire britannique « David C. » capturé par les troupes serbes, fut torturé et exécuté. En juillet 1992, le membre du bureau exécutif de NR chargé de ce secteur (il aurait combattu lui aussi en Croatie) [1] fait sa tournée d'inspection parmi ses camarades ; à son retour, il est interrogé et gardé à vue pendant seize heures. Il précisera plus tard que chez les militants de Nouvelle Résistance engagés dans les combats en Croatie, certains ont été para, certains ont déjà combattu et l'un d'entre eux se serait même engagé dans le mouvement de guérilla anticommuniste angolais l'UNITA. Des militants tercéristes espagnols et italiens se trouveraient aussi en Croatie dont Alemanno (ex-secrétaire général du Front de la Jeunesse, un partisan de la tendance Rauti) [2]. Les militants nationaux-révolutionnaire participent aussi au soutien humanitaire : en effet, deux des principaux dirigeants de Forum Provence, Thierry Mudry et sa femme Christiane Pigace (par ailleurs prof à l'Institut d'Études politiques d'Aix-Marseille) organisent depuis le début de l'année 1993 des convois humanitaires (pour ramener des blessés) à travers l'association Secours Ambulancier de France et l'association Bosnia qui a participé pendant l'été 1993 à l'opération Mir Sada (la Paix Maintenant) avec l'association lyonnaise Équilibre.

[1] C'est vraisemblablement André-Yves Beck de Grenoble.

[2] Le quotidien La Truffe avait à l'automne 1991 découvert que les mercenaires italiens utilisaient des journaux de petites annonces. Le recrutement des activistes passaient par le mouvement Renaissance Nationale, 71 Palombara Sabina à Rome, dirigé par un néo-fasciste Andrea Insabato.

Cette obsession des fascistes grenoblois pour l'ex-Yougoslavie et les Balkans comme avant poste d'une supposée "guerre de civilisation" (comme d'autres sont mono-maniaques du conflit israélo-palestiniens) s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui à Grenoble.



En témoignage le soutien qu'avait exprimé Alexandre Gabriac au criminel de guerre serbe Radislav Krstić en Mai 2010 dans un article intitulé « Un général serbe égorgé dans une geôle britannique » publié sur le blog du FNJ (Front National Jeunesse). Radislav Krstić est responsable durant la Guerre de Bosnie-Herzégovine en juillet 1995 du massacre de 8000 personnes bosniaques musulmanes dans la région de Srebrenica. Le 2 août 2001, le « Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie » l'a reconnu coupable de génocide et l'a condamné à 46 ans de prison pour son rôle dans le massacre. Il est retrouvé égorgé et battu dans sa cellule le 7 mai 2010. Pour Alexandre Gabriac quand on parle d'une condamnation pour le massacre de

Srebrenica qu'il cite entre guillemet il faut « comprendre : pour avoir défendu son peuple contre les islamistes alliés de l'Occident ». Gabriac parle du général Krstić comme de « celui qui est pourtant considéré comme un héros dans son pays comme tous les autres chefs de guerre serbes de cette époque » et qui avait en repoussant les Bosniaques « sauvé de fait des dizaines de milliers de civils serbes d'une mort certaine ».



Ou encore l'association humanitaire hyper-active et pro-serbe "Solidarité-Kosovo" du Bloc Identitaire. Dirigée par le grenoblois Arnaud Guillon alias Borella, l'association a été créée en 2004 par des militants des Jeunesse-Identitaires. Arnaud Guillon dirigeant effectivement cette structure depuis Grenoble et ayant par exemple été impliqué dans les violences commises par des militants JI à Nice le 3 avril 2005. Il est par ailleurs le gestionnaire de la BP de l'association située d'abord à Jarrie puis à Vizille . Arnaud Guillon est issu d'une famille de l'extrême-droite Grenobloise, ses parents furent même sur les liste du MNR local et son frère, Guillon Bertrand , qui appartenait au JI niçoise, a dans la nuit du 30 avril au 1er mai 2005, après une réunion publique, à

Nice, avec un groupe d'individus, équipés de diverses armes, a agressé successivement deux personnes d'origine africaine en raison de leur race. Le tribunal de Nice l'avait condamné le 26 juin 2006.

Pour mieux comprendre l'actualité de cette implication de l'extrême-droite dans la cause Serbe lire l'article de decembre 2006 de la revue RFLExes ["Extrême droite : les pro-serbes"](#).

Dans l'entretien avec André-Yves Beck (MNR) qui a été publié dans le livre « Les Nouveaux nationalistes » du fasciste Christian Bouchet (ex Unité Radicale, MNR, FN...), AYB s'exprime à propos de la "guerre ethnique" :

- On parle beaucoup dans certains milieux de “ guerre ethnique ” ; qu'en pensez-vous ?

Elle existe déjà mais avec une très faible intensité, de telle sorte qu'elle n'apparaît pas comme telle à la plupart de nos compatriotes. J'espère qu'elle ne s'étendra pas. Non par humanitarisme, mais tout simplement parce que je suis convaincu que nous ne serions à l'heure actuelle pas du tout certains de l'emporter. Cela étant dit, cette question n'est pas de notre ressort. Si une telle guerre doit survenir, nous n'en serons pas les initiateurs.

L'attente de la “ guerre ethnique ” ne doit pas dispenser du travail politique. Guerre ethnique, survivalisme, il faut refuser tous les mythes incapacitants.

André-Yves Beck est exclu de Nouvelle-Résistance en 1996. Il participe en Juin 1998 avec l'Union des Cercles Résistance, Jeunes Résistance et le GUD à la création d'Unité Radicale qui sera dissoute en 2002 suite à la tentative d'attentat sur le président Jacques Chirac par un de ses membre. Il fait parti du comité central d'Unité radicale sous le pseudonyme de « Frédéric Larsen » presque jusqu'à sa dissolution.

A coté de cela il rentre par carriérisme au FN, à la mairie d'Orange grace au pistons d'un responsable grenoblois. Il s'agit d'un intégriste catholique déjà évoqué Hugues Petit.

Tout cela pour finir au Bloc-Identitaire...

Extrait de l'article « Dernière minute » de la revue REFLEXes oct. /nov. 1995 :

« Début août, André-Yves Beck a été nommé responsable de la communication au sein du cabinet du maire d'Orange. André-Yves Beck n'est pas un inconnu pour nous : en 1986, il adhère à Troisième Voie et devient rapidement le responsable pour la ville, puis pour la région Rhône-Alpes. Il grimpe encore pour devenir en 1990 membre du bureau politique de Troisième Voie. Au moment de la scission entre la tendance Malliarakis et Bouchet, il choisit de suivre Christian Bouchet à Nouvelle Résistance où il devient membre du comité exécutif. À l'automne 1991, Beck conduit un groupe de militants de NR en Croatie. Il s'occupe ensuite du suivi des militants qui partent régulièrement combattre en Croatie dans diverses unités. Si l'arrivée de ce cadre à la mairie FN d'Orange est une surprise, le fait qu'il travaille avec Jacques Bompard l'est déjà moins. Bompard a une longue carrière à l'extrême droite. Il a été dirigeant d'Occident en 1966 (où il a croisé Malliarakis, futur leader tercériste), puis il participe à Ordre nouveau avant de créer le Front national. Ami personnel de Jean-Marie Le Pen, il est également proche des milieux catholiques intégristes. Le païen Beck devra-t-il accompagner Bompard le dimanche à la messe ?

Plus sérieusement, il reste à savoir si Beck a rejoint Bompard de sa seule initiative où s'il s'agit d'une nouvelle tentative d'infiltration de Nouvelle Résistance : après Socialisme international à Grenoble (fief d'André-Yves Beck) et Écolo J, le FN ? Cette stratégie constituerait en fait un abandon du front anti-système, mais dans ce cas, cet abandon serait assez récent, puisqu'au début de l'année 1995, Christian Bouchet vouait Le Pen aux gémonies comme « une composante du système comme le sont Pasqua, Jospin ou Voynet », et disait des NR dans le Front national que « ce que l'on appelle les NR au sein du Front national ne le sont pas réellement à mes yeux » et d'ajouter : « J'ai beaucoup de mal à imaginer comment on pourrait s'affirmer NR au sein du Front national d'une manière cohérente et suivre la ligne de celui-ci : réclamer la suppression de l'impôt sur le revenu, manifester pour le rétablissement de la peine de mort, cohabiter avec un sioniste comme Hemmerdinger ou un zouave pontifical comme Romain Marie ».

Visiblement, son lieutenant (ou son ex-lieutenant) Beck a plus d'imagination. »

Extrait de l'article « Les réseaux européens du Front national » du Monde Diplomatique de décembre 1998

« UNE course à l'Est entre frontistes catholiques et païens s'exprime également en Roumanie et en République tchèque, où la presse fait état de contacts entre le FN et le Front patriotique (VF) (7). Ce dernier figure parmi les correspondants de l'International Third Position, un mouvement basé à Londres qui rassemble skins, païens et néonazis, ainsi que le groupuscule français dissous Nouvelle Résistance, qui a fourni des militants au FN - dont André-Yves Beck, directeur de la communication du maire d'Orange, et païen. »

Extrait de « La Subversion de l'extrême droite radicale face à l'Etat durant la Ve République » de Nicolas Lebourg :

« Mais qu'en est-il dans les faits ? La composition du Bureau Politique secret d'Ordre Nouveau est certes fluctuante mais chacun de ses changements a fait l'objet d'une note de la Direction Centrale des Renseignements Généraux. Il est vrai que François Duprat, numéro deux du mouvement et en charge de la sous-section numéro une « Lutte contre l'Etat et le marxisme », en est une source appointée. S'y trouve des personnes ayant censément rompu avec l'extrême droite et en plein processus d'ascension sociale (Claude Coasguen, enseignant à Paris XIII, et Gérard Longuet, énarque stagiaire) : est ainsi usée en pure perte la possibilité de les utiliser hors-cadres en tant que soutiens extérieurs. Lorsque le mouvement est dissous par l'Etat (1973) les groupes locaux ne reçoivent aucune directive et sont laissés un temps en aveugle. L'ex-O.N. n'utilise pas de ces créations mais produit le Parti des Forces Nouvelles, bientôt en lutte fratricide avec le Front National. Cette fois encore, les nationalistes ne retiennent pas la leçon de cet échec. En effet, quand trente ans plus tard Unité Radicale (fondée en 1998) décide à son tour de maintenir secrète une part de sa direction c'est sur le seul exemple du lambertisme. André-Yves Beck, membre du Comité Central du Front National et directeur de la communication de la mairie d'Orange devient ainsi « Frédéric Larsen ». Après la dissolution d'Unité Radicale est annoncé que Frédéric Larsen s'est tué dans un accident de voiture ; André-Yves Beck va bien, lui, heureusement. Relativement à l'action directe c'est le même cas d'absence d'intériorisation des leçons de l'histoire. »

Extrait de l'article « Identitaires, Bloc Identitaire, Jeunesses Identitaires : La soupe aux Vardon » de la revue REFLEXes Novembre 2007 :

« Comme nous l'avons fait le mois dernier pour Terre & Peuple, l'article qui suit tentera un coup de projecteur sur les Identitaires à quelques jours d'une Convention annoncée avec moult tapage sur Internet. Cependant, difficile d'être exhaustif sans être très long et donc très vite pénible en ce qui concerne cette mouvance qui a beaucoup changé en quatre ans, d'autant que la trinité Jeunesses Identitaires - Bloc Identitaire - Les Identitaires complique un exposé clair des choses. Nous ne prétendons donc que donner un aperçu si possible synthétique, réservant un approfondissement de certains aspects dans d'autres articles à venir.

Pour essayer de faire simple...

Les Identitaires sont nés lors de la réunion à Salon-de-Provence les 29 et 30 août 2002 d'une quinzaine de militants ex-Unité Radicale (UR), ex-MNR et FN. Parmi ces 15 figurent Fabrice Robert, Philippe Vardon, Guillaume Luyt mais aussi André-Yves Beck [1], les Roudier père et fils [2] ainsi que des militants extérieurs de passage comme d'anciens gudards. Sort de cette réunion le projet des Jeunesses Identitaires (JI) confiées à Philippe Vardon et officiellement lancées le 19 septembre 2002 ainsi qu'une association n'ayant pas vocation organisationnelle, les Identitaires. L'accent est alors mis sur l'absence de participation de Robert et Luyt aux JI pour éviter une procédure pour reconstitution de ligue dissoute, menace latente suite à la dissolution d'Unité Radicale [3].

[...]

De 2002 à 2006, les Identitaires se plaçaient officiellement en complémentarité du FN. Les dirigeants avaient tiré au moins un enseignement de leur expérience malheureuse du MNR : rien ne servait d'attaquer le FN frontalement. Cela s'est particulièrement vu dans un numéro de Jeune Résistance consacré aux 30 ans du FN. Il valait mieux pour les Identitaires tenir un discours d'apaisement et d'unité en se renforçant pour être prêt lorsque s'ouvrirait la succession de Jean-Marie Le Pen au sein du FN. Il est évident que les Identitaires pariaient alors sur un éclatement du FN et donc sur la récupération d'une partie de l'appareil FN pour peu que le BI ne soit plus une organisation folklorique. Le temps leur était compté dans cette stratégie et les Identitaires ont tout fait pour se respectabiliser. À partir de 2003, le BI a donc multiplié les prises de contact avec les « conservateurs » du FN par le biais d'André-Yves Beck qui avait suivi le Bloc plutôt que Christian Bouchet. Cela s'était de prime abord avéré payant : simples invités des premières journées de l'Esprit Public à Orange en 2003 [6], les dirigeants du Bloc étaient officiellement invités les 21 et 22 mai 2004 puis fin août de la même année. »

LES NEGATIONNISTES & LES NEO-NAZIS



Ce retraité de France-Telecom, membre du Front National a été conseiller régional Rhône-Alpes de 1998 à 2004, il s'agit de George Theil.

Il fait parler de lui en 2001, il est alors condamné par la Cour d'appel de Grenoble pour contestation de crimes contre l'Humanité.

Extrait des minutes du greffe de la Cour d'appel de Grenoble :

Par arrêt de la 1ère Chambre CORRECTIONNELLE de la Cour d'Appel de Grenoble du 26 septembre 2001 THEIL Georges né le 1er Août 1940 à USSEL (19), demeurant (...) à GRENoble a été condamné à TROIS MOIS d'emprisonnement avec sursis, à une amende de 50.000 francs pour avoir à GRENoble, et sur le territoire national, le 16 janvier 2000, contesté par diffusion sur un support de l'écrit, de la parole et de l'image, en l'espèce sur le site Internet www.ant.rev.org, l'existence d'un des crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut tribunal [sic] militaire annexé à l'accord de LONDRES du 8 août 1945 et qui ont été commis par les membres d'une organisation criminelle en application de l'article 9 dudit statut, en l'espèce le crime de génocide, en expédiant notamment le message suivant : "L'interview de Snyders semble une caricature, le final est éloquent : il présente le communisme comme une chose si sympathique ! Or le communisme, de 1971 à 1990 a fait plus de 85 millions de morts (le livre noir...), fait avéré prouvé et accepté par les auteurs (ex-communistes) de ce livre. Autrement dit le communisme et le bolchevisme - organisés partout par des juifs- ont fait plus de morts que la totalité des deux guerres mondiales !!! Nous prenez-vous pour des crétins ou êtes-vous seulement de pauvres vendeurs de "chambres à gaz" ??? Là encore

ce témoignage relativement anodin n'a finalement qu'une fonction : parler des soi-disant "chambres à gaz". On est vraiment dans l'acceptation d'une rumeur (par le détenu Boris) avec une crédulité inouïe. Or les chambres à gaz pour tuer n'ont jamais existé, et cela pour une raison très simple, elles étaient tout simplement -et radicalement impossibles ! Vous n'êtes donc que des colporteurs de fantômes, de haine anti-allemande fanatique, avec, au bout du compte, une fabuleuse extorsion de fonds, par la terreur médiatique ! Mais vous "beaux" jours sont comptés, rien ne peut arrêter la recherche et les conclusions, révisionnistes, même pas vos lois de terreur judaïque telle la loi Fabius-Gayssot..." faits prévus par les articles 24 bis al. 1, 23 al. 1, 42 de la loi du 29 juillet 1881 et réprimés par les articles 24 bis al. 1, al.2, 24 al.6 de la loi du 29 juillet 1881. La Cour a, en outre ordonné la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : LE FIGARO, LE DAUPHINÉ LIBERE, LE MONDE ».

Tiens tiens... Un conseiller-général Rhône-Alpes qui serait nazi... Etonnant ! Ca vous rappele personne ? Mais, chez les fascistes, à cette époque la mode n'était pas à la "dédiabolisation". Georges ne s'est donc pas arrêté là.

Le 14 octobre 2004 il nie publiquement l'existence des chambres à gaz sur TV8-Mont-Blanc et est condamné à six mois de prisons ferme. Une peine confirmée par la cour d'appel de Lyon : condamnation à six mois de prison ferme et à 10 000 euros d'amende pour « contestation de crime contre l'humanité », il est également condamné à verser à chacune des neuf parties civiles (contre onze en première instance) la somme de 3 000 euros de dommages et intérêts ainsi que 500 euros de frais de justice à huit d'entre elles.

« Six mois de prison pour réfléchir sur les chambres à gaz » paru dans Libération (Janvier 2006) :

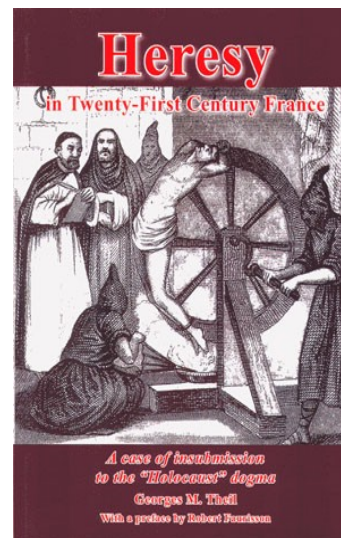
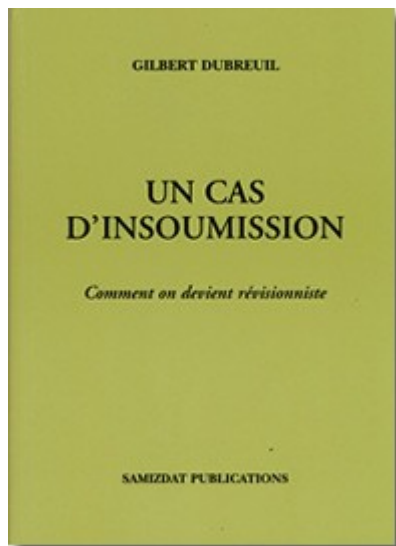
Georges Theil, 65 ans, deviendra-t-il le premier négationniste à goûter de la prison pour contestation de l'existence de crimes contre l'humanité ? Hier, le tribunal correctionnel de Lyon a infligé à cet ancien conseiller régional FN à six mois ferme et 10 000 euros d'amende. En outre, il devra verser 33 000 euros de dommages et intérêts à onze associations. Le 14 octobre 2004, dans les couloirs du conseil régional Rhône-Alpes, il avait déclaré publiquement que les chambres à gaz étaient « des autoclaves de désinfection » et que « plus les Allemands utilisaient le Zyklon B, plus ils sauvaient des vies ».

Georges Theil parlait ainsi quelques jours après une sortie remarquée de Bruno Gollnisch sur les chambres à gaz le leader frontiste doit être jugé pour ces faits le 23 mai. Les propos venaient par ailleurs après deux premières condamnations de Georges Theil pour des faits similaires. L'homme avait écopé de trois mois de prison avec sursis en 2001, puis de six mois ferme le 7 octobre dernier, à Limoges. Il a fait appel de cette condamnation. Hier, le tribunal a justifié la « sévérité » de son jugement par « la gravité de la transgression » et « l'état de réitération assumée ».

Le négationnisme reste en effet une obsession revendiquée par Theil. Le 29 novembre, pour son audience, il avait fait citer comme témoin l'ancien universitaire Robert Faurisson. Celui-ci était sorti de sa naphtaline pour venir transformer son intervention devant le tribunal de Lyon en témoignage contre l'existence des chambres à gaz (Libération du 30 novembre 2005).

Après cette audience, l'avocat de Theil, Eric Delcroix, a tenté d'obtenir une réouverture des débats. Dans une lettre adressée le 22 décembre à Fernand Schir, président de la 6e chambre correctionnelle de Lyon, spécialisée dans les affaires de presse, il appuyait sa requête sur la déclaration de Jacques Chirac, qui estimait le 9 décembre que « ce n'est pas à la loi d'écrire l'Histoire ». Il relevait également la pétition des « 19 historiens de renom » demandant l'abrogation de plusieurs lois, dont celle qui proscriit la contestation de l'existence des crimes contre l'humanité. Le tribunal a balayé ces arguments, estimant que « la seule mousse médiatique agitant actuellement la logosphère » ne justifiait pas une réouverture des débats.

Cette même année 2006 George a écrit un livre sous le pseudonyme de Gilbert Dubreuil, intitulé "Un cas d'insoumission, comment on devient révisionniste" qui lui vaut de nouvelles condamnations.



Toujours en 2006 il se rend en Iran.

« **Une conférence en Iran pour nier l'holocauste** » paru dans Libération (Decembre 2006) :

Les négationnistes ont bien évidemment profité de l'occasion pour réaffirmer leur point de vue sur l'Holocauste. Le Français Georges Thiel, ancien conseiller régional Front national condamné en France pour des propos révisionnistes, a réaffirmé que l'Holocauste était un « énorme mensonge ». « Les juifs ont été persécutés, c'est vrai, ils ont été déportés, c'est vrai, mais il n'y a pas eu de meurtre industriel, il n'y a pas eu de chambres à gaz », a-t-il dit.

Alexandre Gabriac dit Alex-38 est né le 21 décembre 1990 à Boulogne-Billancourt dans les Hauts-de-Seine, il adhère au Front National à 13 ans en 2004 et devient secrétaire départemental du FNJ en Isère en 2007 à 16 ans.

Cette même année 2007 son nom sortira dans une affaire peu connue et oubliée parmi les faits-divers...

Extrait de l'article du Mag2Lyon au moment des faits :

"Le 27 juin 2007, Norbert Ambrosse, un gendarme de 38 ans, père de quatre enfants, est abattu par un cambrioleur qui tentait de pénétrer dans le stand de tir de Saint-Andéol-le-Château, un petit village situé à 25 km de Lyon. Mais cette affaire n'est pas un simple fait divers qui a mal tourné. Et ce gendarme n'était pas là simplement parce que des voisins avaient entendu des bruits suspects. Au contraire, c'était une opération montée pour réaliser un flagrant délit. Et le tireur, Florent Morat, n'était pas non plus un délinquant ordinaire. [...] Au printemps 2007, il invite chez lui plusieurs jeunes qui se sentent proches des idées du Front National et qu'il a rencontrés avec son frère dans des associations réunissant des supporters de foot. Parmi eux, Alexandre Gabriac, alors responsable de la section jeune du Front National dans l'Isère. [...] Puis il prend chacun en tête-à-tête, avec son frère, Adrien, pour leur présenter son projet : constituer un groupe paramilitaire pour faire taire les gauchos. Il leur propose alors d'organiser des entraînements en forêt. Et il demande même à Gabriac si le FN ne pourrait pas les subventionner. Ce dernier ne prend pas d'engagement mais promet d'étudier la question. Le petit groupe se prend alors au jeu. Ils seront au total sept garçons et filles, dont les deux frères Morat, à participer à des bivouacs dans les bois avec cours de self-defense et batailles au paint-ball. Utilisant ses connaissances en chimie, il fabrique même des grenades avec des explosifs qu'il déclenche avec des téléphones portables trafiqués. [...] De plus, alors qu'il vient de passer son permis de chasse au stand de Saint-Andéol-le-Château, il leur propose de voler dans ce stand de tir des fusils de chasse pour les transformer en armes de précision. Deux d'entre eux acceptent ainsi que son frère Adrien. Finalement, un de deux jeunes se défilera au dernier moment et sera remplacé par un copain qui va jouer la sentinelle."

(extrait de l'article du site REFLEXes octobre 2010)

Sur un site espagnol d'extrême droite, Infonacional.com, on peut voir Alexandre Gabriac [1], l'un des soutiens inconditionnels de Bruno Gollnisch au sein du FN, participer en tant que membre de L'Oeuvre Française (OF) à une manifestation pro-franquiste en Espagne en 2008 et tendre le bras droit lors du repas qui suivit l'évènement. Il portait alors la tenue réglementaire de l'organisation de Pierre Sidos.

Ces liens entre certains membres du FN et l'OF ne sont pas nouveaux. On sait que depuis au moins 2002, l'OF (sous le nom Jeune Nation sur Lyon, ancien nom de la formation de Pierre Sidos) et Yvan Benedetti sont montés en puissance au sein du FN lyonnais, au point que la protection de Gollnisch est régulièrement assurée par des militants de l'OF/JN. Benedetti a également lancé un journal pro-gollnisch Droite Ligne pour soutenir son candidat dans la course à la présidence du FN et contre-balancer Nations Presse Info (NPI), entièrement dévoué à Marine Le Pen. Quant au site Les jeunes avec Gollnisch, qui livre une guerre quotidienne sur le net et sur facebook au clan de Marine Le Pen [2], ce site serait tenu selon le site Metapedia [3], par des militants de l'OF et du Renouveau Français.



Autre exemple de proximité à peine masquée entre l'Oeuvre et l'équipe Gollnisch : le cas Christophe Georgy, ou « Georgy-Gausset », c'est selon, Gausset étant le nom de famille de son épouse Amélie, épouse

rencontrée à un meeting du Front puisque elle aussi était militante du parti !

L'individu a un pedigree chargé : bien connu des militants antifas locaux [4], il est membre du FN depuis les années 1980 (il adhère en 1986), responsable du DPS Zone 4 (c'est-à-dire du Grand Est), membre du bureau du FN de la Côte d'Or (FN 21), plusieurs fois candidat, suppléant voire simple figurant sur des listes FN (bien entendu), la dernière en date sera aux Régionales de 2010 où il figurera en dernière place, loin derrière son épouse qui pour l'occasion prendra le prénom de « Marie-Amélie ».

Notes :

[1] Conseiller régional et secrétaire régional du FNJ Rhône-Alpes.

[2] Il serait fastidieux de reprendre tous les épisodes de cette guerre numérique, qui a officiellement débuté avec l'université d'été du FNJ où Gollnisch n'avait pas été invité.

[3] Une sorte de wikipedia faf, auquel participe en particulier Christian Bouchet, qui a pris parti pour Marine Le Pen. Un site qui permet à certains de régler quelques comptes par articles interposés avec des mouvements concurrents. L'OEuvre Française en particulier n'avait que modérément apprécié sa notice sur Metapedia et l'avait fait savoir par un communiqué officiel, en égratignant au passage Christian Bouchet.

[4] voir article du Scalp21 - No Pasaran n° 78, printemps 2010

En 2009 il est coordinateur FNJ de la circonscription Européenne Sud-Est puis nommé secrétaire régional du FNJ en Rhône-Alpes.



Cela n'empêche pas que comme tout bon faf qui se respecte Alex38 a tenté son coup au stade, on se rappelle que c'est dans ce milieu qu'il a fait la connaissance de Florent Morat, l'homme qui tua le gendarme dans le braquage de Saint Andéol. Il tente même de créer les « Gratiano-Boys » à Grenoble qui n'assisterons en tant que tels qu'à un match.

C'est donc dans la tribune de Boulogne du Paris-Saint-Germain qu'il fait ses armes jusqu'à son interdiction de stade et sa condamnation pour « coups et blessures à caractère raciste » et « apologie de crime contre l'humanité ».

Extrait du Bulletin de liaison du MRAP n°2 octobre 2009 :

"Le 22 juin 2009, le MRAP a engagé une procédure contre Messieurs Alexandre GABRIAC et Terence BAKER devant le Tribunal de Paris.

Les deux auteurs sont poursuivis pour apologie de crime contre l'humanité, injures à caractère raciste, violences volontaires ayant entraîné une incapacité de travail supérieure à 8 jours à l'égard de M. Boubakeur FILALI, avec deux circonstances aggravantes, à savoir que les faits ont eu lieu en réunion, et à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance vraie ou supposée de la victime, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Par ailleurs, Monsieur BAKER est poursuivi également pour port d'insignes, signes ou symboles rappelant une idéologie raciste et xénophobe.

Le 2 juillet 2009, la 25ème Chambre du Tribunal de Paris les a condamné :

- Terrance Baker à 18 mois d'emprisonnement dont 14 mois avec sursis et interdiction de pénétrer pour une durée de 5 ans dans une ou plusieurs enceintes où se déroule une manifestation sportive.
- Alexandre GABRIAC à 12 mois d'emprisonnement avec sursis et interdiction de pénétrer pour une durée de 3 ans dans une ou plusieurs enceintes où se déroule une manifestation sportive."

En Mai 2010 dans un article intitulé « Un général serbe égorgé dans une geôle britannique » publié sur le blog du FNJ (Front National Jeunesse), Alexandre Gabriac prend la défense du général serbe Radislav Krstić condamné par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie comme l'un des organisateurs du massacre de Srebrenica.

Mercredi 3 Novembre, en plein mouvement des retraites et alors que certains bâtiments de l'université Pierre-Mendes-France et de Stendhal sont bloqués depuis la veille par les étudiants gréviste se produit l'impensable, une descente fasciste sur le campus.

Depuis la veille la rumeur courait qu'Alex38 comptait venir sur le camus universitaire pour casser du gauchisme.

Aux alentours de 8h30 Gabriac se montre sur le campus accompagné de trois de ses FNJ (Front National Jeunesse), malgré le fait que des étudiants l'aient vu il n'est pas inquiet et se permet de faire un petit tour de la fac. Alors qu'il commence à être suivi par quelques militant.e.s il se dirige finalement sur la fac de droit, où il est rejoint par quatre autres FNJ.

Alors qu'il était attendu devant l'entrée de Stendhal, Gabriac se dirige vers l'ARSH (bâtiment des sciences-humaines de l'UPMF) et lance un « Salut les Bolcheviques » sarcastique aux bloqueurs, qui quand à eux ironisent sur l'intérêt du parapluie qu'il tient à la main alors qu'il y a ce jour là du soleil et que le ciel semble bien dégagé. Lorsque Gabriac en donne l'ordre les nervis fascistes passent à l'attaque gazant et dégainant matraques, triplex, casque de moto... Les étudiants bloqueurs bien que quasiment hors d'état de combattre à cause du gel orange qui leur recouvre le visage tiennent et finalement, les FNJ seront chargés par huit étudiants armés de bambou qui les mettent en déroute...

Gabriac et sa bande parviendront à s'enfuir à bord de la voiture de celui-ci pour les uns et en moto pour l'un d'entre eux. Le retour se fera par contre à pied et sous les huées pour les deux fascistes (un néonazi et un identitaire) arrivés en retard de quelques minutes pour la bagarre et finalement épargnés par les militants.

Du côté des étudiants deux personnes se rendront au centre de santé suite à l'affrontement, Alexandre quand à lui portera plainte pour l'« agression » d'un de ses militants à qui il est vrai que trois méchants gauchistes avaient collé une dérouillée qui a dû lui valoir un séjour à l'hôpital plus ou moins long.



Gabriac a des liens connus avec les membres de Blood & Honour Lyon (alias Lyon Dissident / Bunker Korps Lyon). C'est en leur compagnie qu'il avait participé à un rassemblement d'extrême-droite contre le kiss-in contre l'homophobie à Saint Jean en mai dernier.

Les photos le montre en train de prendre la pose avec « Joebar » guitariste du groupe Match retour et à l'initiative de l'association « Lyon Dissident » anciennement « Blood&Honour ».

On le voit aussi sur cette photo en compagnie de l'extrême-droite lyonnaise bras tendu, ce qui ne semble pas le gêner outre mesure.



On peut sur cette photo datant du 29 Août 2011 voir Gabriac en compagnie notamment de Renaud Manheim, président de "Lyon Dissident", à l'occasion d'un enregistrement de "Match Retour", le groupe de RAC (Rock Against Communism) de ce dernier.

Il se rend la même année sur la tombe du Marechal Pétain, en témoigne cette photo (Gabriac à gauche en uniforme de l'Oeuvre Française).



Gabriac est finalement exclu du FN lors de l'affaire des photos le montrant en train de faire des saluts nazis, sorties dans la presse...

Extrait de l'article « Marine Le Pen fait le ménage au FN ? » de la revue antifasciste REFLEXes :

Vendredi 25 mars une photo circule de rédaction en rédaction, montrant Alexandre Gabriac, candidat FN aux élections cantonales, en train de faire le salut hitlérien derrière un drapeau nazi. A peine contactés par les journalistes, Steve Briois, Louis Aliot et Marine Le Pen, pourtant

d'habitude si prompts à défendre les militants frontistes, condamnent immédiatement le candidat et annoncent sa suspension. Jusque là tout paraît simple : Marine Le Pen, comme les média aiment à nous le répéter, n'est pas aussi extrémiste que son père. Elle ne tolère plus aucun dérapage dans son parti et n'hésite plus à faire le ménage. Mais en y regardant de plus près, cette histoire, qui sent l'opération manipulation à plein nez, laisse à penser que Marine Le Pen a décidé de faire la chasse aux membres de l'Œuvre Française infiltrés au FN. Une très bonne opération pour la fille Le Pen qui affaiblit en interne Bruno Gollnisch, très entouré par les membres de l'OF, et qui se débarrasse dans le même temps de certains militants qui, potentiellement, pourraient venir ternir l'image lisse qu'elle tente de se construire pour la future campagne des présidentielles de 2012.

Si Marine le Pen et Louis Aliot ont pu berner certains journalistes en leur faisant croire qu'ils n'étaient pas au courant [des orientations](#) du jeune Grenoblois, pour toute personne suivant un peu le Front National depuis plusieurs années, les options politiques d'Alexandre Gabriac ne sont pas mystérieuses. Acteur majeur d'un FN grenoblois historiquement très radical [1] (on y retrouvait des anciens du SAC dans les années 1980 puis des nationalistes révolutionnaires dans les années 1990), Alexandre Gabriac est un pur produit du FN des années Jean-Marie Le Pen en comparaison de militants plus présentables comme David Racheline ou Julien Sanchez, mis en avant par Marine Le Pen.

Gabriac n'est pas un obscur candidat frontiste. Adhérent au FN depuis 2007, encarté à l'Œuvre Française (on peut le voir faire le service d'ordre de ce groupuscule le 9 mai 2010 à Paris au côté d'Yvan Benedetti et Christophe Georgy ou participer à des initiatives liées au groupuscule de Pierre Sidos), c'est le plus jeune conseiller régional de France. Secrétaire Départemental FNJ de l'Isère et secrétaire régional FNJ Rhône-Alpes, il a également été élu au comité central du FN lors du congrès de Tours du FN en 2011. Alexandre s'est également construit une réputation de petite frappe en n'hésitant pas à faire le coup de poing dans les facs grenobloises ou lors de contre-manifestations anti-homosexuels. Il fut également entendu dans une obscure affaire de vol d'armes commis par des sympathisants d'extrême droite qui se solda par la mort d'un gendarme en 2007.



Il dirige aujourd'hui les très fascistes Jeunesses-Nationalistes, rattachées à l'Œuvre Française.



DOSSIER REALISE PAR:

LES KOMANCHES

A FAIRE TOURNER